

T 2137 - 753 - 10,00 F
3792137010003 07530

ISSN 0026 9433

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°753 JEUDI 25 MAI 1989 10,00 F

CHINE :
QUAND LES ÉTUDIANTS
DÉPLACENT
LES MURAILLES !



N°753 JEUDI 25 MAI 1989

communiqués

• DIEPPE

Le groupe de Rouen organise un meeting d'affirmation anarchiste à Dieppe le 3 juin, à 14 h 30, salle 3 de l'hôtel de ville de Dieppe.

• SARCELLES

Le groupe de Sarcelles vend le « Monde libertaire » les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois entre 18 h et 19 h à la gare de Garges-Sarcelles (sortie principale).

• LYON

Le groupe anarchiste de Lyon assure des permanences les 1^{er} et 3^e lundis de chaque mois au CEP, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.

• AUBE

Une liaison vient de se créer dans l'Aube, elle invite tous les sympathisants à entrer en contact avec elle par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• VAL D'YERRES.

Un groupe s'est formé sur Yerres, et il invite tous les sympathisants à le rencontrer par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• PARIS

« Colonialisme, lutte de libération nationale et anarchisme », tel sera le thème d'une prochaine brochure de l'association « Les amis de P. Kropotkine ». Afin d'établir un panorama le plus complet possible concernant les positions, attitudes et actions du mouvement libertaire dans son ensemble face au colonialisme, nous faisons appel aux lecteurs du « Monde libertaire » afin qu'ils nous fassent parvenir les documents en leur possession (photocopies). Tout envoi est à adresser à : Groupe S. Haro, c/o librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris. En vous remerciant de votre collaboration, salutations.

communiqués éditions

• AMIENS

Le groupe d'Amiens vend le « Monde libertaire » tous les mercredis après-midi devant les Nouvelles Galeries.

• TOULOUSE

Le groupe Albert-Camus de Toulouse appelle tous ses sympathisants et les lecteurs du « Monde libertaire » à venir soutenir Pierre Serres, objecteur insoumis, le 30 mai à 14 heures au palais de justice.

• SEVRAN-BONDY

Le groupe de Sevrans-Bondy convie ses sympathisants et les personnes intéressées à une réunion sur le thème : « La Fédération anarchiste : mode d'emploi », ses principes, son histoire et son fonctionnement, le samedi 27 mai à 20 h 30 au Centre ALFA, 3, allée des Pensées, 93140 Bondy.

• « SVOBODA »

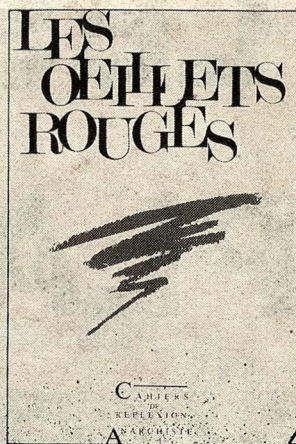
Le groupe Berkman et ses sympathisants viennent de réaliser un premier numéro du fanzine « Svoboda », qu'il est possible de se procurer à la librairie du Monde libertaire, ou en écrivant au CERIL, BP 166, 86004 Poitiers cedex (10 F le numéro). Le groupe Berkman rappelle que l'on peut le contacter par le biais des Relations intérieures qui transmettront.



éditions

• « OEILLETS ROUGES »

Le numéro quatre des « OEilleTS rouges » vient de paraître. Au sommaire : l'ouverture... combien de divisions ; positionner les coordinations ; interview d'Eugène Descamps ; une précarité agissante ; le cas Deleuze ; interview de Louis Pinto ; Mai 68 et l'héritage gauchiste ; cinéma : les logiques d'une domination. On peut se le procurer au prix de 50 F à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à : « Les OEilleTS rouges », 122, rue Henri-Barbusse, 95100 Argenteuil (abonnement : 90 F pour deux numéros). Les anciens numéros sont en vente à 30 F le numéro ou 80 F les trois.



• « GRAFFITI »

Le numéro 6 de « Graffiti », qui vient de paraître, a pris des formes plus classiques (6 pages format A3). Au sommaire de ce numéro : le bilan écologique catastrophique et son lien avec le système économique actuel ; face à l'intégrisme, Français et immigrés toujours solidaires ; le mouvement des enseignants.



• « ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49 »

Le n° 19 d'« Alternative libertaire 49 », journal réalisé par le groupe d'Angers, est paru. On peut se le procurer contre 4,40 F en timbres ou s'abonner (35 F, chèques à l'ordre d'ADEIR, 8, rue Buffon, 49000 Angers).



NICARAGUA 89



TE MOIGNAGE n°19

• « MAI 68, PAR EUX-MÊMES »

Le livre « Mai 68, par eux-mêmes » est paru aux Editions du Monde libertaire. De nombreux textes et propos recueillis par « Chronique syndicale », « Femmes libres » et le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste pour la somme de 90 F, cet ouvrage est disponible à la librairie du Monde libertaire.



• « VOLONTÉ ANARCHISTE »

Le groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste vient de sortir le numéro 35 de sa collection de brochures « Volonté anarchiste » : « Le communisme libertaire », d'après Isaac Puente. Il est possible de se le procurer à la librairie du Monde libertaire au prix de 25 F.

• AFFICHE.

Le groupe de Sevrans-Bondy a édité une affiche de propagande pour la librairie du Monde libertaire. Elle est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 5 F l'unité, et de 1,20 F au-dessus de 10 exemplaires.

Cycle de cours sur l'anarchisme

La commission propagande des Relations intérieures organise une nouvelle série de cours. Ceux-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions.

- Le 30 mai : « Fédéralisme libertaire », une autre manière de s'organiser dans la liberté.
- Le 6 juin : « La question de l'Etat », conception anarchiste et conception marxiste.
- Le 13 juin : « L'anarchisme et le monde du travail », méthodes d'interventions et pratiques libertaires de l'action directe.
- Le 20 juin : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires », l'anarchisme à l'épreuve de l'histoire.
- Le 27 juin : « L'action au quotidien, les problèmes de l'organisation ».

Ces cours auront lieu le mardi à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, 10, rue Robert-Planquette, Paris XVIII^e (métro Blanche).

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien ☐
Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Autre ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

**Tout ce que
vous avez toujours
voulu savoir
sur l'anarchisme
sans jamais oser
le demander ...**

...est à la librairie
du monde
libertaire

145, rue Amélot. Paris 11^e. M^o République. Tél. 48.05.34.08.

• « CONTRE VENTS ET MARÉES » N° 59

Le numéro 59 de « Contres vents et marées » vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 F à la librairie du Monde libertaire, ou en écrivant à « Contre courant », c/o La Ladrère, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (abonnement 50 F par an).



Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

CHINE

Un nouveau printemps à Pékin

PÉKIN est en train de connaître un nouveau printemps. La révolte des étudiants chinois, qui dure maintenant depuis un mois, s'est étendue à toute la population. Le mouvement ne tombe pas d'en haut : il s'est patiemment construit au fil du temps. On se sou-

vient de 2 000 étudiants manifestant sur une place Tian Anmen déserte il y a deux et demi. Et ensuite un plus grand mouvement, qui avait déjà été rallié par de jeunes ouvriers, et qui aboutit à la mise à la retraite de Hu Yaobang.

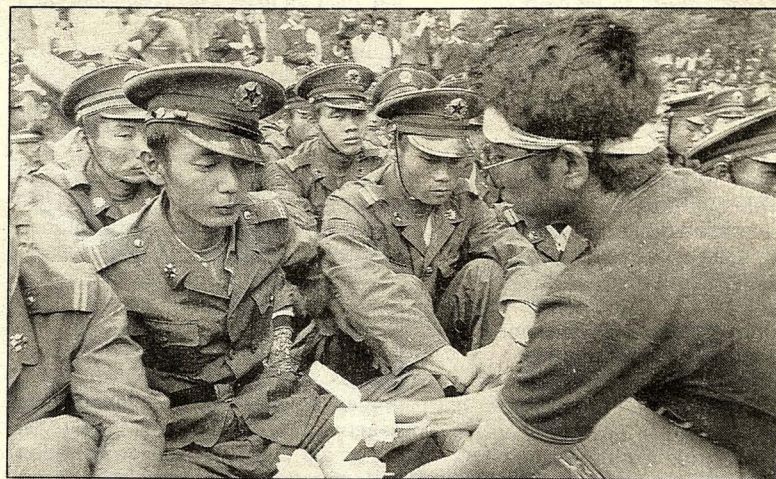
L'ombre de la Révolution culturelle et du printemps de 1966 plane, mais on en est cependant assez loin. Pourtant, la constante est que les mouvements de masse ont toujours été utilisés par une faction du pouvoir pour s'imposer et en écarter une autre. Ces jours-ci, la règle est confirmée : Zhao Ziyang, qui de Premier ministre était devenu secrétaire général du parti lors de la démission forcée de Hu Yaobang, pensait bien se servir de l'actuel mouvement pour renforcer les positions de son clan et accélérer les réformes, non seulement économiques, mais aussi politiques et du coup mettre Deng Xiaoping définitivement au placard. Mais, à force de jouer avec le feu, on peut facilement se brûler.

Les étudiants sont sortis de leurs facs pour demander la liberté d'expression, de réunion, une démocratisation du régime et aussi pour protester contre les difficiles conditions d'études et le démantèlement des universités. Un véritable malaise existe, malaise qui s'est traduit il y a quelques mois par le meurtre de plusieurs étudiants africains, considérés comme des privilégiés.

Grâce à l'absence de répression, l'agitation s'est étendue très vite, débordant le gouvernement chinois qui, de toute façon, ne pouvait rien faire pendant la visite de Gorbatchev. Les ouvriers ont pris le

train en marche, et alors que la Constitution de 1982 interdit la grève, plusieurs régions industrielles (Shanghai, Wuhan, Harbin) sont paralysées. Des millions de gens

ampleur et déperit ; le gouvernement promet plus de liberté et de démocratie, Li et Deng démissionnent, l'agitation s'arrête. Ou bien, les gens continuent à manifester, les



sont dans la rue, passant du stade de spectateur à celui d'acteur. Le pouvoir perd le contrôle de la situation, la tête du parti prend peur (1), envoie les forces de répression, la loi martiale est décrétée à Pékin.

A l'heure où nous bouclons, il est impossible de prédire ce qui va se produire dans les prochains jours. Cependant, les scénarios les plus probables sont les suivants : les gens prennent peur à la vue des militaires, le mouvement perd de son

grèves s'étendent (2) : il y a soit répression et un possible bain de sang, ou alors l'armée fraternise, on va de l'avant, et... on ose espérer.

J. R. LINEKATZ
(Gr. Flores-Magón)

(1) Le PC chinois a 40 millions de membres, dont 20% de bureaucrates.

(2) Surtout que les paysans, qui représentent 75% des un milliard 50 millions de Chinois, auraient plutôt tendance à soutenir le régime.

CHINE

Variations sur le communisme

ILS sont venus, et ils furent, paraît-il, plus d'un million sur la place Tian Anmen, pour exprimer leur ras-le-bol vis-à-vis d'un vieux pantin dénommé Deng Xiaoping.

Dans un pays comptant un milliard cinquante millions d'habitants, rien d'étonnant à ce que les manifestations de masse impressionnent les Occidentaux. La fascination pour la Chine n'est d'ailleurs pas nouvelle : le modèle chinois n'a-t-il pas été, durant deux décennies au moins, la référence de milliers de militants révolutionnaires occidentaux ?

ter que les sites de propagande. Pas étonnant, dans ces conditions, que le modèle maoïste ait été véhiculé avec tant de ferveur... et qu'il ait connu autant d'errances.

La montagne et la souris

Aujourd'hui, le mouvement phénoménal qui, depuis deux semaines, ne cesse de prendre de l'ampleur, donne, lui aussi, lieu à toutes sortes d'interprétations que certains détails viennent contredire.

Colossal, le mouvement des étudiants, relayé par celui des ouvriers, et de l'ensemble de la population

tés, chômage, pauvreté, difficultés budgétaires... Le libéralisme qui porte ses fruits, en somme ! ».

Un vent trop doux...

Est-ce à dire que la Chine est en passe de vivre une authentique révolution ? Voire, « On ne voit, dans la presse, aucun de ces détails qui laisseraient penser qu'il existe vraiment une organisation à même de gérer une rupture radicale avec le régime en place. Deng est foutu, cela ne fait guère de doute. Mais l'évolution la plus probable de la situation, c'est que l'aile la plus "ouverte" du régime va reprendre le pouvoir », explique le même interlocuteur.

De fait, il n'est pas certain que le colossal mouvement des étudiants, que l'on pourrait croire capable de renverser des montagnes, ne puisse pas, finalement, accoucher d'une souris. Faute d'une véritable tentative d'auto-organisation... « Nous voulons être écoutés », clament les banderoles des étudiants chinois. Le mouvement serait sans doute plus révolutionnaire si les étudiants proclamaient : « Nous ne voulons plus qu'un gouvernement ne daigne tendre une oreille que lorsque nous sommes dans la rue ».

Encore un effort, camarades chinois ! Ce mouvement gigantesque a d'ores et déjà réussi à faire peur au pouvoir. Il continuera également à encourager tous ceux qui, aujourd'hui, remettent en cause la gestion marxiste des Etats. Anarchistes, nous savons que si le marxisme n'est pas l'égalité, le communisme peut être en tous points synonyme de liberté. Liberté, égalité, fraternité, trois vieux mots neufs, qu'il s'agit constamment de mettre en pratique... Même si les étudiants et les ouvriers de Chine ne sont pas encore à la veille de réussir une vraie révolution, ils nous ont bien fait commencer le printemps 1989.

Pascale CHOISY

Editorial

NOS galonnés tricolores ont été soumis à de rudes enjeux. La brouille Rocard-Chevènement à propos des crédits d'équipement militaire pour 1990-1993 aura causé du souci aux neurones encore actifs sous les bérets de l'intelligence kakie.

Au point que Mitterrand lui-même a dû se salir les mains et trancher dans le vif... des crédits. Bas les pattes, menu peuple des banlieues, il ne s'agit pas de quelques sous distribués à une quelconque œuvre charitable ! Nous parlons de milliards de francs lourds : 470 exactement. C'est le magot dont a besoin « notre » armée pour s'équiper et moderniser, dans la foulée, ces gadgets d'acier, mêlant allégrement électronique, modernité et mort violente.

Rocard, raboteur de tous les crédits, avait consenti 420 milliards à Jean-Pierre le batailleur-fou ; fâché, ce dernier a été se plaindre à Tonton, bon prince guerrier, qui lâche 430 milliards. Un vrai poker, mais avec l'argent des contribuables, le nôtre, celui qui pourrait servir à tant de projets utiles à tous...

Autant d'argent laisse rêveur et dubitatif celui qui est sollicité périodiquement par la sébile médiatique. Donner pour le SIDA, le cancer, les nouveaux pauvres, la recherche... Donner un coup de pied au cul pour épancher un peu de cette révolte face au spectacle du gâchis gigantesque des crédits militaires.

La chance historique de dénucléariser l'Europe occidentale, mise à l'ordre du jour par les Allemands, alliés à Gorby pour l'occasion, n'a pas été saisie par Mitterrand. Le préalable qu'il pose pour discuter de réduction des armes nucléaires de courte portée, c'est la réduction des armements conventionnels. Le désarmement unilatéral, cher à nos amis pacifistes, n'est pas pour demain ! Avec cette logique du « jetez vos tanks les premiers, messieurs les Russes, et nous jetterons nos fusées, c'est promis », les militaires français ont encore de belles années devant eux, et sans doute quelque chance d'utiliser leur fichu matériel qui nous coûte si cher à fabriquer et à entretenir.

Nous assistons, depuis peu, à un durcissement des sociaux-démocrates sur le terrain de la défense. Les travaillistes anglais abandonnent leur thèse sur le désarmement, les socialistes espagnols sont devenus les champions de l'OTAN et leurs homologues français ne sont pas en reste, au nom du maintien de la France à son rang de troisième puissance guerrière.

A trop laisser les Etats s'occuper du maintien de la paix mondiale, l'humanité a pris de grands risques. A ceux qui nous demandent que faire ici et maintenant, nous répondons de ne pas ménager nos efforts dans la lutte pacifiste et antimilitariste. Que les anarchistes soient parmi les derniers antimilitaristes ne change rien à cette exigence des temps du militarisme montant. Au contraire, c'est une preuve de la vitalité — au sens premier — de nos idées.



Du modèle maoïste à ce qui peut sembler aujourd'hui être une gigantesque aspiration à la pérestroïka, les perceptions que l'Occident a de la Chine sont sans doute à nuancer.

Le miracle chinois, impulsé par Mao Zedong, avait de quoi fasciner. Mais, de l'avis des spécialistes de la Chine, la force du maoïsme a été de s'appuyer sur les structures communautaires préexistantes : dans cet immense pays de tradition essentiellement agricole. De plus, l'engouement de militants occidentaux pour le modèle chinois a été largement encouragé par... la méconnaissance des réalités de la Chine maoïste : autant des milliers de militants avaient, dans les années 50, eu l'occasion de se faire une idée « de visu » de l'Union soviétique, autant les militants occidentaux ayant pu visiter la Chine ont été rarisés. Encore n'ont-ils pu visi-

urbaine ? Certes, mais il y a quelques mois à peine, ces mêmes étudiants, présentés aujourd'hui sous un jour angélique, chassaient, par un racisme ultra-violent, leurs « camarades » africains. Pour une raison toute simple : les étudiants chinois, boursiers pour la grande majorité d'entre eux, vivent dans une réelle misère. Etre étudiant, en Chine, signifie avoir tout juste de quoi bouffer, et deux mètres carrés pour vivre et dormir.

De manière plus générale, ce sont toutes les difficultés du pays depuis quatre ans qui resurgissent aujourd'hui. « Depuis la mort de Mao, s'est engagée l'amorce d'un certain libéralisme », explique un professeur d'université. « Et, dans un premier temps, ce libéralisme a porté ses fruits. Mais, depuis quatre ou cinq ans, la Chine est en proie à toutes sortes de difficultés : inégali-

en bref...en bref...

• « SOLIDARITÉ-ÉGALITÉ-LIBERTÉ ».

Le groupe de Nantes de la Fédération anarchiste appelle tous les Nantais à se joindre à la manifestation organisée par le collectif SEL (« Solidarité-égalité-liberté »), le lundi 29 mai à 17 h 45, place du Commerce, pour accueillir dignement M. Jean-Marie Le Pen, attendu ce jour-là dans le cadre de sa campagne de haine européenne.

• MOUVEMENT ALTERNATIF.

Après le succès du colloque François Partant de Lyon, sur « Impasse de la croissance, impasse du développement, quelle alternative ? » et la sortie du livre *La ligne d'horizon* (en vente à la librairie du Monde libertaire), s'est créé l'Association des amis de François Partant, dont l'objet est de promouvoir ses idées, ses écrits et les films auxquels il a participé. La première initiative de cette association est la tenue d'une assemblée-débat, le 3 juin, à Paris dans l'amphithéâtre Descartes en Sorbonne, sous le générique : « Impasse de la croissance ? Impasse du développement ? Quelle alternative ? ». Après une projection le matin (à partir de 9 heures) de quatre courts métrages, un débat aura lieu l'après-midi avec des intervenants connus dans le milieu tiers-mondiste. Pour tous renseignements, écrire aux Amis de François Partant, 17, rue Hoche, 92240 Malakoff.

• INITIATIVE.

Les 3 et 4 juin aura lieu la première rencontre nationale pour « Une alternative libertaire » au 33, rue des Vignoles dans le XX^e arrondissement de Paris. Pour avoir le texte de l'appel pour « Une alternative libertaire », il suffit d'écrire à Jean Dupont, 70, avenue Jean-Jaurès, 93310 Le Pré-Saint-Gervais (joindre trois timbres).

• PEINTURE.

L'association culturelle libertaire la « Commune » informe les lecteurs que le peintre Jacques Millet expose du 6 au 27 mai 1989 à la « Commune » (4 bis, rue Porte-Neuve, 06130 Grasse).

• KANAKY.

Soirée-débat sur la Kanaky au CEP, le 26 mai à 20 heures, au 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon, avec la participation du FLNKS, organisée par le Collectif utilitaire lyonnais.

• « RUPTURES ».

Édité par l'OCL-Champigny, *Ruptures* est un bulletin de liaison des pratiques militantes d'entreprises et de quartiers. En plus d'un suivi des luttes et actions localisées sur cette banlieue, on y retrouve des rubriques antinucléaires, antimilitaristes, anticolonialistes et des fiches techniques sur la législation du travail. Abonnement 90 F, à adresser à *Ruptures*, BP 1, 94501 Champigny cedex (les chèques sont à libeller à l'ordre de Marc Alizon).

ECOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

CRC

Le test de la représentativité

LES syndicats CRC (Coordonner, rassembler, construire) des services sanitaires et sociaux d'Ile-de-France (les « moutons noirs » exclus de la CFDT en mars 1989) commencent à connaître les joies de ne plus être une confédération représentative sur le plan national.

Les directions des établissements de Santé ouvrent le feu. La continuité juridique des syndicats, antérieurement CFDT, vers le CRC doit se prouver dans les faits, sur les plans local, départemental et régional. Chacun sait que ce sont les équipes CFDT qui constituent les sections et syndicats CRC, avec en outre une ouverture aux non-syndiqués ou aux déçus des différentes centrales ; mais tant que les syndicats CRC n'auront pas fait preuve, par une activité syndicale conséquente et par des élections de représentation de personnel, que les salariés reportent sur eux au moins les voix auparavant CFDT, il leur faudra se bagarrer pour s'imposer.

S'il est vrai que certains directeurs sont « effrayés » par le risque de perdre un interlocuteur — il est plus facile de parler à des représentants du personnel qu'à l'ensemble du personnel —, d'autres attaquent pour tenter de réduire une structure syndicale qui a l'ambition de se développer malgré la crise profonde du syndicalisme. Un interlocuteur oui, une force syndicale porteuse des revendications des travailleurs non.

La réaction patronale

Ainsi, Martinez, le nouveau directeur du Centre hospitalier spécialisé d'Esquirol, à Saint-Maurice (Val-de-Marne) entend faire régner sa loi en retirant locaux, heures syndicales et mandats au comité technique paritaire, au conseil d'administration et au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, à la section syndicale nouvellement affiliée au CRC, suite à la radiation de la CFDT syndicat départemental.

C'était sans compter sur le personnel, qui a toujours — à près de 55% — apporté sa confiance à la section des « moutons noirs ». Une semaine après réception de la lettre autocratique informant du retrait des droits syndicaux et de représentation, la section CRC réussissait à rassembler, le 18 mai, 120 à 150 personnes de l'hôpital lors du conseil d'administration, pour exiger la reconnaissance du transfert juridique CFDT-CRC, et donc le transfert de tous les droits et acquis sur le CRC.

Martinez, que d'autres connaissent bien puisqu'il fut directeur de l'hôpital Sainte-Anne, à Paris, et qu'il y « triompha » d'une grève d'un mois en 1983, fut contraint de reconnaître que le CRC est le syndicat le plus représentatif sur Esquirol ; mais il affirme ne pas être en mesure de le vérifier juridiquement !

Aussi le CRC et le personnel lui montreront, le jeudi 25 mai, qu'il faudra maintenant mandats, droit syndical et local : ils acceptent, nombreux, son invitation à débattre de la représentativité du CRC. Cependant, il y a fort à parier qu'il faudra attendre des textes ministériels pour que cette situation soit réglée partout dans le secteur public. D'autres menaces pèsent sur les équipes CRC dans les différents hôpitaux de la région parisienne : certaines sections syndicales ayant perdu tous leurs moyens dès lors que se maintenait une section CFDT.

Casser le CRC !

Casser le CRC ; mais en même temps affaiblir le syndicalisme dans son ensemble, semble être l'œuvre de manœuvres politiciennes selon



un certain vecteur du Parti socialiste : il y a là alliance entre le gouvernement, les directions et la confédération CFDT (à Esquirol, la chef du personnel reste très proche de la CFDT), voire d'autres centrales syndicales (FO, ou même la

CGT). En effet, la CGT joue sa première place sur le département du Val-de-Marne et au niveau national, place qu'elle a perdue dans le secteur hospitalier public.

Pour le CRC, cela semble rude d'avoir les patrons, l'Etat, les partis

et les confédérations syndicales contre soi. Mais n'est-ce pas la seule garantie de maintenir un syndicalisme indépendant ?

L. N.

COMMUNES MESURES

Le libéralisme communal

DANS la série : les avancées sociales des nouveaux élus ou réélus, le très dynamique maire socialiste de Montpellier, Georges Frêche, a décidé de faire passer la semaine de travail de ses employés municipaux de 35 à 39 heures, revenant ainsi sur un acquis social de 1981, et cela sans augmentation de salaire...

Dans la série : « Ils ont voté et puis après ? », voilà un bel exemple du chèque en blanc que l'on confie à nos chers élus en passant par les urnes !

Dans la série : droite-gauche, bonnet rose et rose bonnet, Georges Frêche rallonge la liste des maires new-look qui prennent leur hôtel de ville pour une entreprise à rentabiliser. Ainsi, après Gilles de Robien à Amiens (maire UDF) et Jean Bousquet à Nîmes (maire RPR), le libéralisme gagne Montpellier.

Reprenant en chœur le refrain de la « productivité », les voilà qui affirment que cela fera gagner de l'argent aux municipalités, en économisant pour Montpellier, par exemple, quelques 400 000 heures de travail par an. Georges Frêche ajoute même, sans honte, que cet argent sera utilisé pour le financement du RMI et diverses priorités de son programme socio-culturel !

Dieu va être content, lui qui promettait dans son nouveau testament (son inoubliable *Lettre aux Français*) que le RMI serait financé par l'impôt sur les grandes fortunes. A Montpellier, ces grandes fortunes gagnent moins de

5 500 F par mois et représentent 60% du personnel communal ! C'est Rodschild qui va être heureux : il se sentira moins seul !

Et puis, en guise de politique sociale, c'est beaucoup plus original de payer des TUC ou d'investir dans le RMI que de créer des emplois stables et réduire le temps de travail... Ça fait moins « socialiste-archaïque » ! Il faut bien préparer l'Europe : « Je ne veux pas que Montpellier soit à la traîne dans la bataille des métropoles européennes », confirme l'éclatant Georges Frêche. Avec cette politique, pas de problèmes, l'Europe sociale avance !

Du côté syndical, d'ailleurs, on ne s'y trompe pas... Face à cette série d'avancées, les organisa-

tions syndicales ont appelé à la grève ! Comme quoi elles ont tout compris... Faudra-t-il faire intervenir les forces de l'ordre pour dégager les mairies, comme l'avait demandé Jean Bousquet à Nîmes en 1987 ? L'avenir nous le dira. Pour l'heure, les employés communaux s'en tiennent à des assemblées générales (comme à Amiens) ou à des journées d'action (comme à Montpellier). Ils peuvent ainsi apprécier que du nord au sud, ou de l'est à l'ouest, on est loin de la Commune de Paris, pas celle de Chirac, bien sûr, mais l'autre, la vraie, celle de 1871.

Yolaine GUIGNAT
et Alain TERDIT



« NI DIEU NI MAIRE »

De Charléty aux exclusions !

AGENT PTT au centre de tri de Lyon depuis 1956, Jorge Valero (1) est l'auteur de *Ni Dieu ni Maire, de Charléty aux moutons noirs*, paru récemment aux éditions La Digital. Dans ce livre, il porte un regard sur la CFDT de 1968 à nos jours. Il nous fait vivre le grand rassemblement de Charléty, où la CFDT se situa clairement à gauche, soutenant officiellement le PS et le PSU. Une CFDT qui prônait aussi l'autogestion et qui soutenait activement les travailleurs de l'usine Lip de Besançon, qui participait activement au combat antinucléaire et aux luttes féministes. Une CFDT qui soutenait indirectement les comités de soldats. Valero nous raconte les différents virages et recentrages de la CFDT d'Edmond Maire. De

l'abandon de toutes les luttes issues de Mai 68 jusqu'aux exclusions pures et simples de ceux qui refusent la ligne confédérale et le recentrage.

A l'heure où l'on assiste à de nouvelles exclusions dans la CFDT, et au moment où apparaissent de nouvelles formes de luttes, Valero nous parle de l'évolution du syndicalisme depuis 1968.

V. B.

— Le « Monde libertaire » : Jorge Valero, peux-tu nous dire ce qu'a signifié l'autogestion prônée par la CFDT dans les années 70 ?

— Jorge Valero : Les grands changements à l'intérieur de la CFDT datent de Mai 68. J'étais à ce moment-là à la CGT. En grève,

nous occupions le centre de tri, et la CGT avait donné comme mot d'ordre de ne pas sortir. Je suis quand même sorti, et j'ai été en particulier dans les facs. Là, j'ai entendu un discours qui répondait à quelque chose de profond en moi : une volonté de changement de mode de vie, de société et non pas seulement une revendication salariale ou de conditions de travail.

— ML : Quelle influence Mai 68 a eu sur le syndicalisme ?

— J. V. : Il y a eu une date importante à ce moment-là qui a été Charléty. C'était au moment où De Gaulle a été voir le général Massu et lui a dit : « Tout est foutu, le pouvoir est dans la rue ». Parallèlement à ça, la SFIO et le PSU, qui était très fort en 1968, ont décidé de placer le mouvement de Mai 68 sur un

terrain plus politique. En pratique, ils ont organisé un rassemblement de 30 à 50 000 personnes avec les étudiants. La CGT a refusé de participer à une manifestation politique. Ce fut Charléty et le discours de Mitterrand, qui déclara : « Le pouvoir est vacant, je suis prêt à prendre mes responsabilités ». La CFDT a soutenu Mitterrand. Cela a été un grand tournant pour ce syndicat issu de la CFTE, qui ainsi se situait clairement à gauche.

— ML : Se situer à gauche, qu'est-ce que cela voulait dire exactement ?

— J. V. : Au niveau politique, après Mai 68, il y a eu le départ de De Gaulle. La gauche a été aux élections présidentielles séparément et a été battue (la SFIO a obtenu 5% des voix). Suite à cela, le Congrès d'Epinay a vu naître le PS, avec Mitterrand comme secrétaire national. Ce nouveau parti a vu ces effectifs gonfler en quelques années et est devenu assez fort pour que l'union de la gauche puisse naître. En 1972, il y a donc eu le programme commun.

Sur le plan syndical, la CFDT proche du PS et du PSU a refusé de s'engager plus dans la bataille politique, alors que la CGT continuait et continue à soutenir officiellement le PCF. Mais, en définitive, l'union de la gauche a provoqué l'union syndicale CGT-CFDT. Cela a redonné un élan au mouvement ouvrier. Cette période-là a connu un fort taux de syndicalisation. Les acquis de Mai 68 se sont concrétisés essentiellement dans une lutte : celle de Lip. Le patron de l'usine Lip a voulu fermer la boîte et licencier tout le personnel.

La CFDT était majoritaire, et il y a eu une assemblée générale de tout le personnel. Cette assemblée générale a décidé de prendre un trésor de guerre : le stock de montres qui se chiffrait en milliards de centimes. L'usine fut remise en marche, avec le mot d'ordre : « On fabrique, on vend, on se paie ». Ce fut le sommet de l'autogestion, et cela eut un impact très important sur la classe ouvrière. En contre-coup, les effectifs de la CFDT ont crû très fortement.

Les comités de soutien à Lip, animés par la CFDT, ont vu le jour et ont amené beaucoup de gens à la CFDT. Dans ces comités de soutien, les gens ont retrouvé l'esprit de Mai 68 et, en adhérant à la CFDT, ils ont apporté non seulement des valeurs comme l'autogestion, mais aussi d'autres comme l'antimilitarisme.

C'est ainsi que se sont créés des comités de soldats (appelés) au sein de la CFDT, et il fut même question à un moment de créer un syndicat d'appelés. D'autres idées sont entrées dans la CFDT à cette époque, comme

le mouvement autonome des femmes, le mouvement antinucléaire, etc. Mais toutes ces idées nouvelles ont fait peur à la confédération, et celle-ci a en fait très vite abandonné Lip, même si dans le discours elle continuait à dire que Lip c'était la CFDT. Le jour où les travailleurs de Lip ont demandé à ce que se tienne une assemblée de toutes les boîtes qui étaient dans la même situation qu'eux-mêmes — en autogestion — la confédération a refusé de soutenir cette proposition.

C'est ainsi que notre section syndicale a demandé que la CFDT soutienne cette initiative, mais le bureau départemental, qui était devenu l'exécutif de l'UD a refusé. Ceci est l'exemple type du tournant de la CFDT, de son recentrage.

— ML : Quelles ont été les autres évolutions ?

— J. V. : A la CFDT, les structures de pouvoir ont été changées. Avant 1973, c'était la commission exécutive qui était l'exécutif des UD. Cette commission était composée des délégués des sections. Mais, à partir de 1973, la confédération a imposé le bureau départemental comme exécutif des UD. Ce bureau, placé sous la tutelle de la confédération, est composé de personnes élues au congrès confédéral. C'était une véritable attaque dans la structure, une centralisation de plus en plus poussée.

Toujours plus dans le recentrage, la CFDT est arrivée au moment où elle a interdit les comités de soldats, le mouvement autonome des femmes, etc.

En 1974, à la mort de Pompidou, les travailleurs pensaient, les sondages aussi, que la gauche unie allait triompher. Cette dernière avait un candidat unique, Mitterrand, qui s'appuyait sur le programme commun. Malheureusement, la gauche a perdu, et cela a provoqué chez les travailleurs une espèce de rage qui s'est traduite ainsi aux PTT. Le 17 octobre 1974, a démarré la grande grève des PTT. Partie de la base du centre de tri de Paris, elle s'est étendue en une semaine à l'ensemble des PTT. Cette grève unitaire au niveau national (CGT, FO et CFDT) reposait sur une plate-forme simple, la même que lors des dernières grèves de la fin 1988 : augmentation uniforme des salaires, titularisation des auxiliaires, défense du statut de la fonction publique. Il était déjà question d'offrir le secteur juteux des télécoms au privé.

Il y avait, au niveau départemental, une réunion quotidienne des appareils syndicaux, dont on avait un compte-rendu lors d'assemblées générales quotidiennes à la bourse du travail.

(Suite dans le numéro 754)

Propos recueillis par V. B.

SYNDICAT
CGT-Montreuil

S'IL faut en croire le *Canard enchaîné*, le discours introductif d'Henri Krasucki au 43^e congrès de la CGT n'aura duré que trois heures. « N'aura », car à l'heure où vous aurez ce journal dans les mains, tout aura déjà commencé depuis le dimanche 21 mai, pour se finir le vendredi 27. En saurons-nous plus sur la logistique du soutien interne à la ligne Krasucki ? Louis Vianet lui sera-t-il « greffé » à sa gauche ? La centrale de Montreuil, selon la formule percutante d'un responsable départemental CGT des PTT, continuera-t-elle « d'arroser avec du désherbant ses semis de graines de première qualité » (1) ? Autant de questions dont les réponses ne sont pas encore, à l'heure du bouclage du *Monde libertaire*, du domaine public !

« de reconstituer un front syndical permanent commun ».

Benoît Frachon, qui fut anarcho-syndicaliste dans sa jeunesse, est même appelé à la rescousse dans *Le Peuple*. Citons donc ce qu'il disait le 19 mai 1965 au cours d'une soirée anniversaire de la création de la CGT : « Nous avons conservé à la CGT sa caractéristique originelle qui a fait d'elle une organisation sans parti, indépendante des partis politiques, des organisations et des sectes philosophiques ou religieuses en même temps que veillant à son indépendance absolue envers le patronat et l'Etat. Nous nous sommes débarrassés des errements de la minorité agissante qui donnait à la CGT de jadis la caractéristique d'une organisation politique sectaire et qui éloignait d'elle la grande masse des travailleurs. »

en tiendra compte, mais les déclarations du bureau confédéral nous ramènent à la réalité.

Le revers de la médaille

Pour les élections européennes, le bureau confédéral s'exerce une fois de plus à son cher jeu d'ombres chinoises. Dans une déclaration publiée le 11 mai, il appelle ses organisations « à faire connaître aux travailleurs les dangers de l'intégration européenne, les enjeux du 18 juin et les positions de la CGT ». Rien n'est vraiment dit, c'est implicite : « A chacun de juger, à partir des positions et surtout des actes des différents partis en présence, de leur comportement à l'égard des revendications et des luttes des travailleurs. »

Ceci étant relayé par des déclarations comme celle du délégué central syndical CGT Renault ou, encore plus « percutante », celle de Page, secrétaire général de l'union départementale CGT du Val-de-Marne, qui déclare : « Nous sommes amenés à observer qu'un seul candidat exprime fortement une convergence de préoccupations, de propositions, de volonté avec les nôtres, singulièrement s'agissant de la place du mouvement syndical en Europe et ce candidat est celui présenté par le PCF : Philippe Herzog. »

Le décor est planté sur fond d'élections européennes ; c'est une réalité à examiner... Une nouvelle étape sera-t-elle franchie au 43^e congrès de la CGT ? On verra bien ; pour nous, anarchistes, les oppositions politiques dans le mouvement syndical portent préjudice à tous. Et, pour clore, nous rapporterons quelques lignes d'une tribune-discussion : « Aujourd'hui, plus de 90% des salariés n'ont aucune appartenance syndicale, et la CGT a perdu 1,5 million d'adhérents. La situation n'est plus malsaine, elle est catastrophique pour nous comme pour le syndicalisme français dans son ensemble ».

A méditer ! Nos anciens avaient fondé la CGT contre la bourgeoisie et les réformistes, pas pour servir de marche-pied électoral.

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)

(1) Déclaration de juillet 1984, que l'on peut toujours considérer d'actualité !

(2) A la CGTU, rappelons que les anarcho-syndicalistes étaient partie prenante. Voir à ce sujet la brochure du groupe Bertho-Lepetit sur l'influence de l'anarcho-syndicalisme dans les années 20

(3) Il y en avait aussi dans Antoinette, Options (UGICT), j'avoue ne pas avoir eu l'opportunité de les lire...

Clôture du 42^e congrès de la CGT, à Montreuil, en 1985.

Par contre, la préparation de ce 43^e congrès de la CGT aura été « remarquable » à plusieurs égards, tant dans l'expression du *Peuple* et de la *Vie Ouvrière* que dans les déclarations du bureau confédéral sur les élections européennes.

Les tribunes libres

En effet, dans les deux revues officielles de la CGT, des tribunes libres ont assez largement débattu du problème de fond : quelles sont les raisons qui ont fait chuter en dix ans les effectifs de la CGT de 2 322 055 adhérents en 1977 à 1 030 843 en 1987 (retraités inclus pour les deux dates) ? Ceci étant posé et plusieurs raisons définies, comment peut-on y remédier ?

De manière un peu inhabituelle, *Le Peuple* et *La Vie Ouvrière* ont publié de nombreuses tribunes critiques réclamant plus d'indépendance de la part de la CGT vis-à-vis du Parti communiste français, et une politique confédérale en vue

A mon humble avis, les paroles de Benoît Frachon visaient autant la CGTU que la CGT d'avant 1914 (2), mais cela n'empêche pas l'auteur de la tribune libre de déplorer que « la CGT (devienne) le bureau de placement des permanents du PCF, situation qui ne pourra pas s'éterniser vu l'état lamentable de nos finances. »

Dans la *Vie Ouvrière*, on peut lire dans une autre rubrique que, « toutes organisations confondues, nous regroupons moins de 10% des travailleurs, alors que 25% des salariés espagnols sont syndiqués, 28% en Grande-Bretagne, 35% en Grèce, 43% en RFA, 45% en Italie, 70% en Belgique et 80% au Danemark le sont. Pensons-nous pouvoir réellement peser, nous, la CGT, avec moins de 5% de salariés dans notre pays, dans un sens favorable aux intérêts des travailleurs européens ? »

On pourrait discuter du but politique de certaines tribunes libres (3), se demander si le congrès de la CGT



46^e CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

La Fédération anarchiste en congrès

Le quarante-sixième congrès de la Fédération anarchiste vient de se tenir à Rennes les 13, 14 et 15 mai. Plus de cent-cinquante délégués, représentant la quasi-totalité des groupes et des individus adhérant à la Fédération anarchiste se sont retrouvés pour trois jours afin de discuter, d'orienter, de proposer et de continuer à mettre en place tous les moyens nécessaires à la propagation de nos idées.

A travers l'expérience de cette année, notamment les luttes dans les PTT, dans le secteur Santé et dans l'Éducation nationale, notre congrès fut le lieu de la confrontation fraternelle de nos tentatives radicales de faire éclater le vernis consensuel du Parti socialiste au pouvoir.

Ce fut également l'occasion de rencontrer les membres de délégations étrangères, notamment anglaise (pour la Black Cross), portugaise, espagnole, italienne et même coréenne, venues témoigner de leurs réalités locales et de leur esprit de solidarité et d'entraide. Ces deux principes auxquels nous réaffirmons notre profond attachement, aussi bien au niveau national qu'au niveau international.

Faire avancer nos œuvres (*Monde libertaire*, *Radio-Libertaire*, librairie du *Monde libertaire*, Éditions du *Monde libertaire* ; faire avancer nos idées et nos principes à travers la lutte au quotidien, dans les syndicats, dans les associations, dans les comités ; réaffirmer notre internationalisme ; une longue et lourde tâche nous attend. A nous de la mener à terme, ensemble, avec tous les libertaires, vers le fédéralisme...

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Motion antimilitariste

LA Fédération anarchiste constate qu'aujourd'hui le mouvement antimilitariste reste une force peu importante et souvent éparpillée.

La Fédération anarchiste constate que l'expression du rejet du système militaire reste diverse et pour des motivations, sinon toujours opposées, du moins différentes (politiques, philosophiques, humanitaires et même religieuses).

La Fédération anarchiste constate que le choix, pour les antimilitaristes, de s'opposer au service national dépend pour l'essentiel de leur situation individuelle et de la solidarité qu'ils peuvent attendre de leur entourage ou de leur organisation, en prenant la forme : de la solution individuelle (réforme) ; de l'objection de conscience ; de l'insoumission partielle (5 jours tous les six mois, au bout d'un an) ; de l'objection insoumission ; ou encore de l'insoumission totale. La lutte à l'intérieur des casernes restant à nos yeux

vouée à l'échec, et ne pouvant déboucher sur une remise en cause du système militariste, étatique et capitaliste.

Pourtant, l'avancée du militarisme dans les structures économiques, dans l'éducation et dans le contrôle de la société dans son ensemble est une évidence qu'il semble difficile de nier. Le développement d'une identité nationale, de la théorie du citoyen-soldat (avec pour prétexte la sauvegarde de la démocratie, sous couvert d'une commémoration du bicentenaire de la Révolution de 1789) ; l'utilisation de l'armée dans la lutte contre les conflits sociaux, en particulier lors de la grève des transports ; le pseudo-désarmement des États-Unis et de l'URSS, qui préfèrent exporter la guerre dans les pays sous-développés plutôt que de la faire sur leur territoire, ou des conférences sur la production et l'utilisation des armes chimiques (dont l'État français est d'ailleurs largement

responsable), doivent mobiliser notre attention et notre action pour que l'Europe de 1993 ne devienne pas l'Europe de la répression et du militarisme en plus d'être, c'est en bonne voie, celle du capitalisme et de l'inégalité.

En conséquence, les militants de la Fédération anarchiste s'engagent à collecter et diffuser l'information relative aux luttes antimilitaristes auprès de tous les groupes et individus, en France et à l'étranger, impliqués dans celles-ci. Les militants de la Fédération anarchiste s'engagent à organiser de manière effective le soutien des réfractaires par tous les moyens dont ils disposent, l'information étant dans ce domaine un moyen efficace et non négligeable.

La Fédération anarchiste réaffirme donc sa participation active à un mouvement antimilitariste, dans l'optique d'une lutte contre l'État et le capitalisme pour une société égalitaire et libre, la « mobilisation » des militants et sympathisants de notre organisation est nécessaire et urgente.

L'objectif immédiat est la libération de Bruno Guilloire, qui s'inscrit dans le cadre d'une campagne pour l'abolition de la conscription.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

La Fédération anarchiste et la prison

Motion sur la prison

NOUS, anarchistes, luttons pour une société sans classes, ni État, ni prisons. Nous dénonçons toute légitimité à la justice de classe et contestons cette société qui gère ses déviances politiques, économiques et sociales sur le mode de l'exclusion et de l'enfermement.

C'est dans ce cadre que la Fédération anarchiste entend soutenir les luttes des prisonniers. La prison a de tout temps engendré la lutte de milliers de prisonniers :

- amnistie des mutins quels qu'ils soient ;
- abolition des quartiers d'isolement ;
- abolition du prétoire et du mitard ;
- autorisation des « parloirs sexuels » sans conditions ;
- salaires et couvertures sociales conformes à la réglementation en vigueur à l'extérieur des prisons ;
- amélioration générale des conditions de détention, en centrales comme en maisons d'arrêt ;
- droit d'organisation et de structuration (associations selon les formes qu'ils décideront).

S'engageant à soutenir les prisonniers en lutte, la Fédération anarchiste ne perd pas de vue pour autant que c'est la prison et la société qui l'engendre qui sont à détruire. Nous considérons l'immense majorité des prisonniers comme des hommes et des femmes exclus par la logique de la société capitaliste. C'est au nom de notre idéal de liberté, au nom de la dignité humaine et au nom de la lutte contre l'oppression de la démocratie française que nous réaffirmons notre engagement aux côtés des prisonniers en lutte, qui constituent un mouvement social. Ces revendications, pour légitimes qu'elles soient, vont dans le sens de l'aménagement des conditions de vie en prison. N'oublions pas que ces luttes ne suffiront pas à abattre les murs.

En cette année du bicentenaire, nous réaffirmerons, par tous les moyens dont nous disposons, notre combat contre les privilèges et l'arbitraire, la misère et la prison.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

DE nombreux militants se sont retrouvés à Rennes, à l'occasion du week-end de la Pentecôte, les 13, 14 et 15 mai, pour le congrès de la Fédération anarchiste.

Cela a été, pour nous, l'occasion de multiples rencontres et retrouvailles. Les débats n'ont pas man-

lioration des conditions de détention, en centrales, comme en maisons d'arrêt.

Si nous nous référons aux textes et aux plates-formes venus d'un peu partout, nous savons que cela recoupe une bonne partie des revendications présentées par l'ensemble des détenus : Fleury-Mérogis,



qué sur toutes les questions qui nous préoccupent les uns et les autres. En particulier, en ce qui concerne les prisons, une commission a été créée. Elle a permis de rassembler tout un groupe de compagnes et de compagnons, dont les sensibilités se sont avérées assez proches.

Nous avons, une fois de plus, remarqué l'unanimité des anarchistes sur l'abolition des prisons. Mais nous ne pouvons oublier toutes celles et ceux qui crèvent jour après jour dans les geôles de la démocratie française.

Il nous est donc apparu essentiel de soutenir par tous les moyens dont nous disposons les revendications des prisonniers en lutte. C'est ainsi que nous avons retenu les points les plus importants présentés par la Coordination nationale des prisonniers : amnistie des mutins, quels qu'ils soient ; abolition des quartiers d'isolement, du prétoire et du mitard ; droit aux parloirs sexuels sans condition ; droit d'organisation et de structuration (associations selon les formes que les détenus décideront) ; salaires et couvertures sociales identiques à ceux en vigueur à l'extérieur ; amé-

Bois-d'Arcy, Fresnes, Saint-Maur, Ensisheim, Poissy, Toul, Clairvaux, Lyon, Muret, etc.

Nous avons constaté avec satisfaction la mise en place de tout un réseau de militants décidés à réfléchir et à se battre ensemble sur la question des prisons. Ils arrivent de tous les horizons : Lille, Rennes, Bordeaux, Nantes, Paris...

L'idée d'une première rencontre à Nantes a déjà été envisagée pour le mois de juin. Nous pourrions ensuite nous retrouver dans les diverses villes concernées, ce qui nous permettra de faire avancer le débat, de pousser plus loin notre réflexion et de mettre en commun des moyens de lutte sur lesquels nous serons d'accord. Nous savons que nous disposons déjà du *Monde libertaire*, d'une émission (« Ras les murs ») sur Radio-Libertaire Paris et d'émissions à Bordeaux (sur « La clé des ondes »). Il nous reste à développer d'autres outils, afin d'être plus offensifs dans le combat contre les prisons et pour le soutien des prisonniers en lutte. Ce qui s'est dit au congrès laisse espérer que nous allons y parvenir.

Lesage de La Haye

Motion de soutien à Bruno Guilloire

Bruno Guilloire, militant du groupe d'Anizy-le-Château de la Fédération anarchiste, est incarcéré à la maison d'arrêt d'Amiens depuis le 1^{er} mai 1989, suite à une condamnation à un an de prison ferme pour insoumission.

LIBEREZ
BRUNO GUILLORÉ
MILITANT DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

INSOUMIS
DEPUIS
LE 5 DÉCEMBRE 84



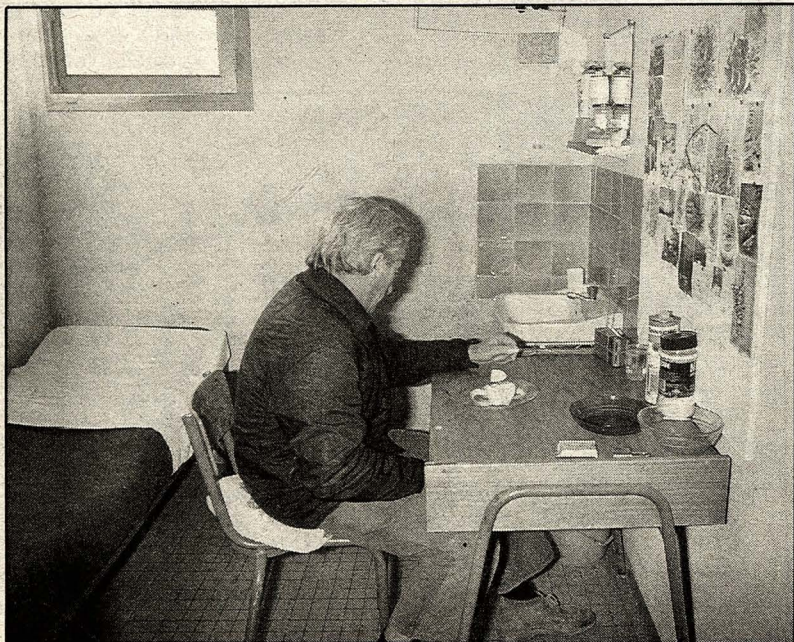
**IL DIT NON
À LA GUERRE**

A l'heure où le battage médiatique sur le bicentenaire des droits de l'homme bat son plein, un militant libertaire se trouve incarcéré pour délit d'opinion.

Cela est intolérable, preuve s'il en est que la liberté d'opinion, ici comme ailleurs, est toujours à défendre et les armées et la conscription plus que jamais à abolir.

La Fédération anarchiste, réunie en congrès à Rennes, apporte son soutien total à Bruno Guilloire et invite toutes les organisations humanitaires, politiques, syndicales et tous les individus à se joindre à elle pour obtenir sa libération.

FÉDÉRATION ANARCHISTE



INSOUMISSION

Il dit non à la guerre !

« **L'**ANARCHISTE axonais restera en prison », titrait le 9 mars 1989, l'Union, le plus lu des quotidiens régionaux. C'est sous ce titre, digne des plus mauvais numéros de France-Soir, que l'histoire de Bruno Guilloire, militant du groupe d'Anizy-le-Château de la Fédération anarchiste, est relatée aux lecteurs de Picardie et de Champagne-Ardenne.

Les lecteurs du Monde libertaire connaissent depuis longtemps ce camarade. Bruno obtient son statut d'objecteur de conscience en juillet 1983, cette demande de sta-

tut étant faite par solidarité avec les antimilitaristes qui choisissent cette solution. En effet, Bruno Guilloire n'a jamais songé à effectuer deux ans de service civil.

« Un devoir moral »

« Refusant un système étatique basé sur une militarisation constante et croissante de notre société », refusant « une politique étrangère faite d'aides militaires à des régimes plus que douteux, renforçant ainsi pour une part les déséquilibres entre pays dits développés et régions sinistrées », de même il refuse « de participer au vaste consensus qui entoure la politique de défense, et qui consiste à juger l'effort militaire tel un mal nécessaire ainsi qu'à cautionner l'actuel budget de programmation militaire, budget remettant en cause l'engagement de l'Etat envers les plus démunis, les sans-emplois, les exclus, ainsi que toutes les autres minorités ».

Pour cet ensemble de raisons, Bruno Guilloire persiste à penser que « l'acte de désobéissance est un devoir moral ». Fidèle à ses idées libertaires, Bruno fera le trajet rituel de l'insoumis... Condamné pour non-respect des divers ordres de route, il sera con-

damné le 9 octobre 1986 à trois mois de prison avec sursis par le tribunal de Soissons (voir Monde libertaire n° 641 du 11 décembre 1986).

Persistant dans son choix, il passera en jugement le 16 mai 1988 devant la Chambre spécialisée aux infractions militaires d'Amiens, qui le condamnera à 12 mois de prison ferme (voir Monde libertaire n° 709 du 26 mai 1988). Bruno fait appel et comparait de nouveau à Amiens le 15 novembre 1988. Le jugement d'un an d'emprisonnement est confirmé. Reste le recours en cassation, lequel est examiné le 2 mai 1989. Ayant été condamné à plus de six mois ferme, la loi fait obligation au prévenu de se constituer prisonnier, au plus tard la veille du jour où la cassation statue. Comptenu de ses obligations familiales, une demande de dispense de cette incarcération préventive est déposée. Elle sera refusée, et Bruno se rendra à la prison d'Amiens début mai 1989, prison d'où il ne ressortira pas, la cour de cassation n'ayant rien cassé du tout.

Délit d'opinion

Depuis, Bruno est donc incarcéré à la maison d'arrêt d'Amiens

pour 12 mois, il nous appartient de l'en faire sortir au plus vite.

La France, « patrie des droits de l'homme et du citoyen », qui fêtera certainement dans le faste le bicentenaire de ces « droits », emprisonne encore, en 1989, pour des délits d'opinion. Il faut le faire savoir, le crier et le dénoncer. Il faut s'insurger contre l'hypocrisie des hommes politiques. N'a-t-on pas vu Mitterrand aller titiller les totalitaires marxistes jusqu'au cœur du Kremlin et oser mettre le nez de « ces gens-là » dans leurs affaires de non-respect des droits de l'homme ?

Les insoumis, en France, sont des prisonniers d'opinion, et Amnesty International vient d'adopter Bruno Guilloire comme tel, la section de Soissons de cet organisme ayant déposé un dossier auprès du secrétariat à Londres. Des groupes spécialisés des Etats-Unis, de Hollande et d'Italie sont chargés de soutenir notre camarade.

En incarcérant Bruno Guilloire, la justice de notre pays prive la société d'un homme apprécié unanimement, tant au niveau de son village, où le maire entouré d'habitants n'hésite pas à la soutenir, qu'au niveau professionnel (Bruno est éducateur), où de nombreux

collègues et ex-collègues ont rédigé à l'intention du président de la République des lettres on ne peut plus élogieuses.

La sérénité et le calme olympien de Bruno ont trop été mis à contribution partout où il est passé pour que l'on puisse en faire abstraction. Il sera difficile à l'Etat français de faire passer notre compagnon, du fait de ses convictions libertaires, pour un agitateur incontrôlé ou un terroriste en puissance.

Le groupe d'Anizy-le-Château de la Fédération anarchiste invite chacun d'entre vous à se joindre à lui et à rejoindre le comité de soutien, pour exiger la libération de Bruno Guilloire. Une pétition a été réalisée, demandez-la et faites-la remplir. D'autres initiatives sont en cours... L'Etat n'emprisonnera pas impunément les insoumis. La liberté d'opinion ne s'enferme pas.

Gr. d'Anizy-le-Château

Ecrivez à Bruno Guilloire : n° 14 941 405 C, maison d'arrêt, BP 3005, 80030 Amiens cedex. Contactez le comité de soutien : chez Isabelle Seurin, 19, avenue de Vincennes, Vorges, 02860 Bruyères et Montbérault.

Pierre Serres, quatrième procès à Toulouse

Pierre Serres, objecteur de conscience insoumis au service civil, passera en procès pour la quatrième fois le 30 mai à 14 heures, cette fois-ci devant la cour d'appel de Toulouse. Il avait été relaxé en janvier dernier par la Chambre spécialisée aux affaires militaires du Tribunal de Toulouse. Le procureur de la République, déçu, avait fait appel.

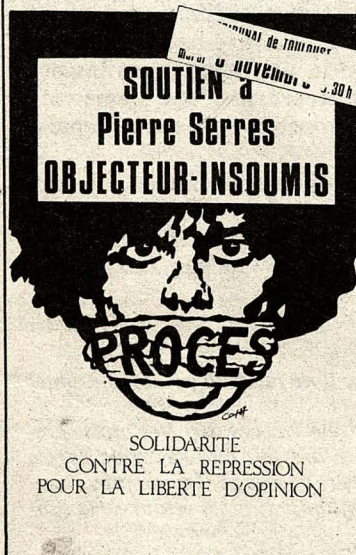
Pierre Serres, antimilitariste convaincu, revendique son insoumission à la guerre et à ceux qui la préparent, il exige de pouvoir être citoyen et insoumis. En cette période de célébration du bicentenaire de la Révolution, sous un gouvernement qu'on dit socialiste, il est bon de rappeler qu'en France il y a aujourd'hui des personnes poursuivies ou incarcérées (comme Bruno Guilloire) pour le seul délit d'avoir une opinion et de la revendiquer en actes et en paroles.

La conscription est un impôt féodal que les républicains n'ont cessé de perfectionner depuis bientôt deux cents ans. La gauche au pouvoir, avec son « esprit de défense », ses « citoyens-soldats », ses accords armée-éducation, se situe dans la plus pure tradition jacobine de l'Etat-nation.

Au nom des droits de l'homme, au nom des libertés individuelles, il faut exiger l'abolition pure et simple de la conscription.

Exigeons l'arrêt des poursuites à l'encontre de Pierre Serres et des insoumis en général, exigeons la libération des réfractaires emprisonnés. Contre toutes les armées, abolition de la conscription. Tous au procès, le 30 mai à 14 heures, à la cour d'appel de Toulouse.

Gr. Albert-Camus de Toulouse



ÉCOLOGIE ET RELIGION

Le temps des grandes manœuvres

SEPT cents délégués d'églises chrétiennes (catholiques réformées, anglicanes, orthodoxes) de pays d'Europe (ouest et est) se réunissaient à Bâle (Suisse), du 15 au 21 mai, afin de définir une attitude commune sur des questions de paix, de justice et de « sauvegarde de la création » (1).

Un moment bien choisi...

Quelles peuvent être les raisons de cette conférence ? Le fait que le sujet « sauvegarde de la création » — il faut sans doute comprendre protection de l'environnement — soit à l'ordre du jour n'est certainement pas une opération du « saint esprit ».

Le moment est propice. L'actualité porte sur les pollutions. La dégradation de la couche d'ozone, les pluies acides, les modifications climatiques viennent de faire la « une ». Ces dernières années, il y a eu aussi d'importants accidents industriels, notamment à Bâle — siège de la conférence.

Les « écolos » qui participent à la course aux strapontins font de bons scores. Début juin, se dérouleront les élections européennes. Certaines églises chrétiennes n'ont jamais « pardonné » leur éviction des structures étatiques. Afin de récupérer le terrain perdu et pour ne pas être en reste avec leurs collègues musulmans (qui ont tendance à faire beaucoup de bruit), les églises chrétiennes vont sans doute « peser de tout leur poids » sur le scrutin.

...pour le temps des manœuvres...

Le fait que pour la première fois, depuis la Réforme du XVI^e siècle, un rassemblement de toutes les églises chrétiennes est réalisé n'est pas non plus un signe du ciel.

Dans les années 60-70, il y avait la théologie de la libération. S'agirait-il aujourd'hui de mettre au point une théologie de l'écologisme, afin de récupérer quelques nouveaux fidèles ? Mon ignorance à ce sujet est totale. Mais, il se pourrait

qu'une partie des Verts ne restent pas insensibles à des sirènes œcuméniques.

Durant la marée d'algues de l'été 1988, en mer du Nord (2), les rassemblements de protestation organisés au Danemark ont bien donné lieu à des offices religieux (3).

Quand le mythe revient en force

Et que penser des considérations qui font de notre environnement une nature bonne et généreuse ? Ces considérations ne seraient-elles pas, de fait, une déification ? En poursuivant ce raisonnement, il faudrait alors nous garder de toute action (c'est-à-dire rester passif) sur notre environnement. Le moindre acte humain pourrait être considéré comme mauvais. Donc, plus aucun barrage, plus de route (ni de chemin), plus de maison... Nous

nageons en plein mysticisme. Mais nous pouvons encore poursuivre. Certains d'entre nous justifient le végétarisme par une dénonciation de « l'exploitation humaine envers les animaux ». Le sujet est discutable. Mais pour une question de principe, on voudrait également nous interdire de manger de la viande (4) ! Pourquoi alors ne pas nous interdire de manger des légumes ? Il faudrait également nous interdire de respirer, car nous portons atteinte à la liberté des molécules d'oxygène.

Le débat est ouvert

De même que les lions se nourrissent de gazelles (entre autres), les renards de poules, les cormorans de poissons, que les insectes se bouffent entre eux, que les punaises se nourrissent de notre sang ; les principaux prédateurs de l'espèce humaine (en dehors des phénomènes

naturels comme les modifications climatiques, les séismes, etc.) restent l'armée, le fanatisme religieux et politique, la misère économique... Tous ces fléaux proviennent des structures de notre société. Pour que tous ces fléaux disparaissent, il nous faut modifier les structures de cette société. Nous avons des hypothèses à formuler, des propositions (et non pas des solutions !) à faire. Ces propositions nous les désignons par un terme : l'anarchisme. A nous de les développer, de les expliquer. Le débat est ouvert...

CHRISTIAN (liaison d'Evreux)

- (1) Le Monde du 13-14 mai 1989.
- (2) Voir le Monde libertaire n° 717 du 15 septembre 1988.
- (3) Le Monde du 27 juillet 1988.
- (4) Informations et réflexions libertaires n° 80 : « Contre le viandeisme ».



PANAMA

Vers l'explosion

L'AFFAIRE paraît simple : le chef de l'armée panaméenne, Manuel Noriega, a truqué les élections en faveur de son candidat, l'opposition manifeste et les Etats-Unis inenacés d'intervenir pour rétablir la démocratie. Bush sera, après Reagan, le pourfendeur des dictateurs. Khadafi avait failli rester sur le carreau, Noriega est une nouvelle cible. Une histoire de personnes somme toute : Noriega, ex-agent de la CIA, avait refusé en 1987 de comparaître devant les juges nord-américains pour trafic de drogue, et il avait réprimé les émeutes des conservateurs panaméens qui exigeaient son départ pour l'occasion. Rideau.



Le candidat de l'opposition, Guillermo Endara.

Plus sérieusement, le gouvernement des Etats-Unis a décidé de revenir sur les accords Carter-Torrijos, qui prévoient la décolonisation de la zone du canal pour l'an 2000. En effet, la situation régionale s'est depuis aggravée pour les Etats-Unis avec la révolution sandiniste et la montée des forces populaires au Salvador, au Guatemala et, récemment, au Honduras. La présence d'un général nationaliste à la tête de l'armée du Panama n'est pas faite pour les rassurer, d'autant que celui-ci tente d'utiliser les syndicats à son profit à l'occasion des provocations nord-américaines.

Une zone cruciale

Le canal de Panama est vital pour l'économie des Etats-Unis : il établit une liaison entre la côte ouest et la côte est pour le passage d'importants tonnages de pétrole, et il draine les hydrocarbures du Moyen-Orient raffinés dans les Caraïbes. De plus, il assure des revenus importants par le péage sur le trafic : 50 millions de dollars par an (1). Enfin, la zone du canal est une base fondamentale du dispositif militaire de contrôle du continent sud-américain avec la Bolivie et le Honduras, mais une base sûre puisque territoire nord-américain. Environ 10 000 militaires y sont basés en permanence (2), sans compter les services de renseignement.

En 1846, l'Etat de Nouvelle-Grenade, puissance naissante qui

regroupe la Colombie et le Panama, signe un traité avec les Etats-Unis, pour se débarrasser de l'impérialisme britannique, présent en Guyane, en Mosquitia, au Belize et dans les Caraïbes. Une ligne de chemin de fer nord-américaine permet alors aux chercheurs d'or de rejoindre la Californie. En 1856, à la suite d'incidents avec la population, 160 marines débarquent au Panama. Le gouvernement grenadin paie un lourd tribut en or pour les faire partir.

A la faveur de la guerre civile qui ravage la Nouvelle-Grenade, les Etats-Unis soutiennent un mouvement indépendantiste qui scissionne définitivement le pays en 1903. Le Panama est coupé en deux par une zone administrée par les Etats-Unis. Le canal est actuellement exploité par un organisme où les représentants nord-américains sont majoritaires. Cependant, après 1989, sa présidence doit échouer au Panama, ce qui pourrait expliquer l'acharnement de l'administration républicaine contre l'Etat panaméen, ainsi que le blocus économique décidé en décembre 1988 contre un pays satellisé par l'économie et le système financier nord-américains.

La peste ou le choléra ?

Certains journalistes français socialistes (3) se lamentent sur la passivité du peuple panaméen face à Noriega et invoquent les prises de positions musclées du Mexique et du Costa Rica en faveur des Etats-Unis. Mais, il est de notoriété publique que le président du Mexique vient de se faire élire grâce à une fraude électorale massive, et le président du Costa Rica a admis publiquement que sa campagne avait été financée par le trafic de drogue dirigé par un de ses prédécesseurs, ex-président de l'Internationale socialiste dans les années 80.

Félicitons-nous, au contraire, du fait que les Panaméens rechignent à s'embourber dans ce cloaque militaro-politicard, et qu'ils refusent de choisir entre la peste et le choléra. Les Panaméens auraient plutôt intérêt à se débarrasser à la fois de l'Etat et de l'administration coloniale. Cependant, cette tâche ne lui sera pas facilitée par une intervention des troupes nord-américaines, qui propagent la mort et jamais la démocratie, et encore moins l'égalité économique.

Xavier MERVILLE
(Gr. Carlo-Cafiero)

(1) Luis Restrepo Rosas, Dialogue social n° 220-221, Panama, mai 1989.

(2) Pierre Harrison, Etats-Unis Contre Nicaragua, Publicetim, Genève, 1988.

(3) Bertrand de la Grange, Le Monde, le 18 mai 1989.



Cortège favorable à G. Endara bloqué par les forces de l'ordre.

ARGENTINE

Les élections passent...

MOINS de deux semaines après les élections présidentielles, la fièvre est vite retombée, le quotidien continue. La victoire de Menem était prévue, mais sûrement pas avec une telle avance (49% contre 37% pour son rival de l'UCR, Eduardo Angeloz). Dans les sondages, la cote de Menem descendait régulièrement depuis mars 1988 mais, il y a deux mois, suite à la brutale détérioration économique, il a repris du poil de la bête. Car la victoire de Menem n'est pas ressentie comme un plébiscite, mais plutôt comme une punition, une haine contre le gouvernement d'Alfonsín et son incapacité à régler la pire crise économique de l'histoire argentine.

A l'origine : l'économie

Jusqu'en janvier 1989, la situation économique n'empirait plus, elle s'améliorait peut-être, l'inflation semblait être jugulée. Mais depuis... Le dollar, qui début janvier était à 16 australs (la monnaie argentine), a maintenant dépassé la barre des 100 australs. Début avril, le très impopulaire ministre de l'Economie, Juan Sourouille, démissionnait, alors qu'Angeloz essayait de se démarquer du gouvernement, critiquant ouvertement sa politique économique.

Pendant la deuxième semaine d'avril, on a vu le prix du café augmenter de 80%, celui de la farine de 50%, les supermarchés quand ils ne fermaient pas augmentaient leurs prix deux fois par jour. Face à cette insécurité monstre, les gens étaient totalement affolés. Les salaires augmentaient, bien sûr, mais ne suivaient pas. Le pouvoir d'achat, qui baissait constamment depuis 1974, a encore diminué (la triste histoire d'un pays développé en voie de sous-développement). Finalement, le 1^{er} mai dernier, le gouvernement décréta le gel des prix et des tarifs publics, créa de nouveaux impôts et abolit le système des changes du 6 février dernier, système critiqué par les industriels et les patrons de l'agriculture (1) et qui est venu aggraver cette crise.

Les caisses de l'Etat sont au rouge, la banque centrale n'a plus de fonds. Ceci parce que l'Argentine n'a pu passer aucun accord avec ses créanciers étrangers (2) et doit 2,5 milliards de dollars d'arriérés (elle ne paye plus de service de la dette depuis avril 1988, car elle ne le peut pas). Ceci est évidemment la cause directe de la crise, et ce sont les Argentins qui font les frais de la rapacité des banques des pays développés. Pas tous les Argentins, bien sûr : cette situation favorise la spéculation aussi bien sur les opérations boursières que, surtout, sur le dollar. D'ailleurs, la « révolution productive » annoncée par Menem consiste tout simplement à faire en sorte que les capitaux génèrent du travail, au lieu de s'engager dans la spéculation ou de partir à l'étranger. Mais comment ?

Pour certains, un futur brillant

Tout le monde est au courant des multiples « contradictions » de Menem, qui maintient des contacts avec l'extrême gauche et l'extrême droite de la nébuleuse péroniste (3). Pourtant, sa politique ne diffère pas trop de celle que proposait Angeloz (4). Les privatisations seront à l'ordre du jour, et d'ailleurs l'UIA (patronat argentin) préférerait même Menem, car celui-ci propose un « pacte social » : je suis président, j'empêche la CGT (syndicat unique, dominé par une bureaucratie péroniste) de faire grève, je prends position pour la flexibilité du travail ; en échange,

vous continuez de vous enrichir, mais si possible en investissant. Voici à quoi peut se résumer ce que Menem prépare. Or, pour que les capitalistes réinvestissent il faudra repasser par un plan d'austérité et, pour éviter une explosion ouvrière, quoi de mieux qu'un président



M. Menem.

péroniste pour faire avaler la pilule ! Eh oui, la farce électorale a encore frappé et, comme d'habitude, ce sont les mêmes qui se font berner, surtout que presque toutes les voix ouvrières sont allées pour Menem.

Cette situation peut profiter à ceux qui, à l'intérieur des syndicats, s'opposent aux bureaucrates péronistes : aux trotskistes (5), bien implantés, et, pourquoi pas, à nos compagnons anarchistes. Mais elle peut aussi entraîner une démobilitation, comme ce qui s'est vu en France après 1981.

Sur le plan des libertés, le double langage de Menem et de la « mafia péroniste » ne présage rien de bon. Mais il faudra attendre le 10 décembre, quand Menem assurera la présidence pour en savoir plus. Car n'oublions pas que ces élections auraient dû avoir lieu en octobre, et que c'est le « pauvre » Alfonsín, complètement usé et critiqué de partout qui a préféré les avancer. (Au moins un qui ne tient plus tellement au pouvoir !)

J. R. L. (Gr. Flores-Magón)

(1) En 1988 la production de céréales, principale source d'exportation, a connu une baisse record : 25% de moins qu'en 1987.

(2) Dette extérieure de 60 milliards de dollars.

(3) Voir Monde libertaire n° 735.

(4) Représentant l'aile droite de l'UCR, Angeloz avait un projet néolibéral, récusé par l'aile gauche, majoritaire du parti.

(5) La Gauche unie, alliance du parti communiste (stalinien) et du MAS (trotskiste, LIT), voir Monde libertaire n° 735, fera malgré un score ridicule, une entrée remarquée à la Chambre des députés, orientant le MAS vers une voie électorale qui avait, il y a 8 mois, provoqué une scission.

Loyaux ou rebelles, tous criminels !

Quelle a été la position des militaires ces derniers mois ? Comment va-t-elle évoluer après les élections ? L'attaque de la caserne de La Tablada, fin janvier, par des soi-disants guérilleros d'extrême gauche (qui, selon une version officielle très crédible, preuves à l'appui, auraient été manipulés par les services secrets de l'armée) a eu pour conséquence la mise en application d'une « loi anti-terroriste », très inspirée de celle qu'a la RFA : peine de 2 à 5 ans pour ceux qui font « l'apologie de crimes contre le système », interdiction de nommer le sigle ou le nom d'une « association subversive », prolongement de la garde à vue.

Dans l'armée, deux secteurs sont apparus au grand jour : le secteur « libéral », qui soutient Alfonsín et dont fait partie l'actuel commandement militaire, et le secteur « national ». Ce dernier, qui a pour chefs le colonel Seineldin (responsable du soulèvement de décembre 1988) et le lieutenant-colonel Rico (responsable du soulèvement d'avril 1986) — tous deux sont incarcérés dans des prisons de luxe — a lancé une offensive fondamentaliste, leur dernière trouvaille étant de dénoncer les infiltrés marxistes et gramscistes (du nom du communiste italien Antonio Gramsci) dans les rouages de l'Etat, mettant en danger la civilisation chrétienne occidentale en Argentine (1). Seineldin est très proche de Menem (qui a dit que Seineldin est un « militaire brillant »), alors que Rico a ouvertement appelé à voter pour les péronistes. Leur but est de conditionner le prochain gouvernement et de lui imposer leur conception des forces armées.

Ceci inquiète le secteur libéral, et certains craignent même des affrontements entre ces deux secteurs (comme cela s'était produit en 1956), même si Menem essaye de calmer les libéraux et se dit prêt à rénover toute l'infrastructure de l'armée (un milliard de dollars) et à développer une industrie d'armement nationale. Mais « libéraux » et « nationaux » s'accordent d'une même voix quand il s'agit de dénoncer et de réprimer la subversion naissante (2).

Quoi qu'il en soit, un coup d'Etat militaire semble exclu, surtout qu'on voit mal les militaires prendre ouvertement le pouvoir dans cette situation économique catastrophique. D'ailleurs, les pressions qu'ils exercent leur semblent pour l'instant suffisantes.

J. R. L.

(1) Malgré l'absurdité de leurs propos, il ne faudrait pas sous-estimer leur influence.

(2) A pari l'attaque de La Tablada, il y a eu, ces derniers mois, plusieurs attentats contre des casernes, qui n'ont fait que de légers dégâts matériels. Les bombes ont probablement été posées par les militaires eux-mêmes, qui cherchent ainsi à créer une psychose sur le « retour de la subversion ».

Dix semaines de grève

LES universités allemandes ont connu, l'hiver dernier, un mouvement social qui, malgré l'importance des problèmes soulevés, n'arrivait presque pas à susciter l'intérêt des médias français. Les phénomènes se ressemblent dans beaucoup de pays : manque de profs et d'équipements, sureffectifs dans les cours (en RFA, il y a deux fois plus d'étudiants inscrits que de capacité d'accueil) à quoi s'ajoute l'incapacité de ceux qui la vivent de donner leur empreinte à la vie universitaire de tous les jours. Pire encore : en Allemagne, les représentants étudiants ont disparu des conseils d'universités.

dent un retour au système des commissions paritaires, tel qu'il existait après 1968, avec des conseils administratifs composés en parties égales de profs, d'assistants, d'étudiants et de personnels ATOS.

Pour rétablir cette participation paritaire dans tous les conseils, il faut changer d'abord la loi-cadre des universités, ensuite les lois universitaires des Länder et, enfin, les règlements des universités. La majorité conservatrice au Bundestag et au Bundesrat ne va pas céder si facilement aux revendications estudiantines...

Malgré tout, dans certains instituts berlinois, des commissions

Alors que nous comparions, dans un premier temps, deux mouvements : décembre 1986, en France, et 1988-1989, à Berlin et en RFA, nous arrivions au constat que l'enseignement supérieur tendait à dépendre de plus en plus d'intérêts économiques et politiques. Au cours de la semaine, le travail, organisé sous forme de commissions, devait permettre de dégager une synthèse globale des problèmes de l'enseignement supérieur et d'y apporter une première réponse alternative.

La première commission, en analysant les restructurations à venir, mettait en avant le problème de l'investissement privé. C'est

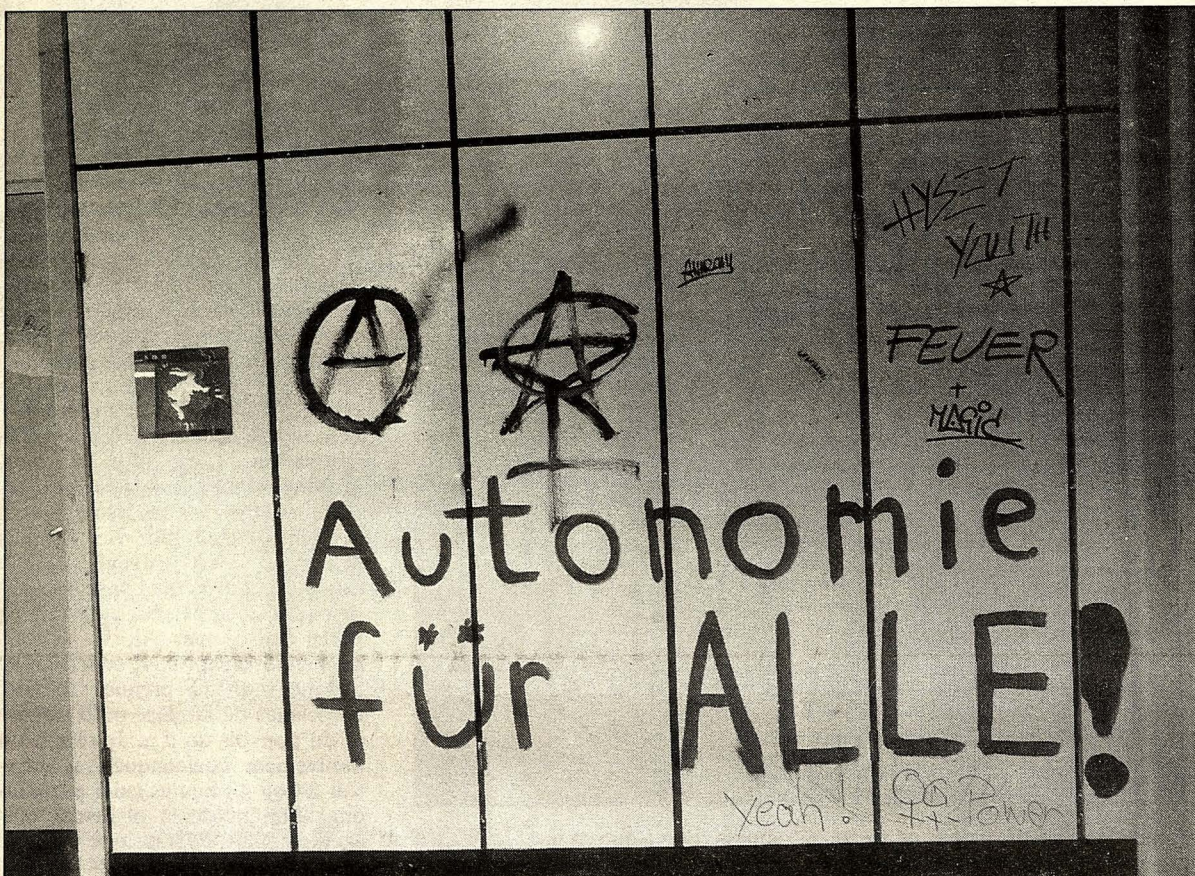
(mars 1987), tout comme les organisations étudiantes n'ont pas su insufflé un début de réflexion lors du mouvement de décembre 1986.

Comme l'a souligné la deuxième commission, les organisations, différentes d'un pays à l'autre, souffrent d'un problème de représentativité. En France, à peine 5% des étudiants daignent voter lors d'élections universitaires ! Seulement 2% d'adhérents à une organisation étudiante (contre 50% en 1968)... Le pouvoir centraliste et l'affiliation quasi directe avec des partis politiques restent les causes principales de la désertion des syndicats étudiants. En Allemagne, c'est l'ASTA, seule association étudiante reconnue par l'université, qui gère et anime la vie universitaire. Ses membres sont élus par les étudiants (20 à 25% de participation) sur des listes politiques : Verts, sociaux-démocrates... C'est ainsi qu'à Francfort, l'ASTA, majoritairement à droite, ne relayait pas la grève pourtant votée dans les assemblées générales. Financée par l'ensemble des étudiants grâce aux droits d'inscription (23 Deutsch Mark par semestre à Berlin, soit 70 francs français), l'ASTA paie ses permanents, qui doivent rendre compte du travail réalisé. Malgré tout, si les organisations, en France comme en Allemagne, doivent rechercher une base démocratique plus tangible, elles ne pourront le faire qu'en adoptant une attitude transparente et ouverte au débat, tout en sachant que la sensibilisation des étudiants aux enjeux à venir de l'enseignement supérieur sera la tâche essentielle de ces prochaines années.

La dernière commission, après avoir fait le constat de l'hétéronomie de l'enseignement supérieur (dépendance vis-à-vis du privé et de la société dans son ensemble), recherchait les principes de l'université autonome et sa mise en œuvre. Si le séminaire autonome, tel que les étudiants berlinois l'ont mis en place, apporte une réponse alternative à l'enseignement de type frontal, auquel nous sommes confrontés tout au long du parcours scolaire, il réside quelques difficultés. Les séminaires berlinois, par exemple, abordent encore trop peu la pratique, du fait du manque de moyens financiers, pour ne devenir qu'un lieu de réflexion théorique et rhétorique... D'autre part, la validation des travaux par un professeur ne doit pas conditionner le séminaire, qui devra rester un lieu d'échanges indépendant de tout savoir déterminé. A un autre niveau, la parité dans les instances décisionnelles de l'université reste une condition nécessaire pour que les étudiants prennent part à sa gestion. Il semble, d'autre part, qu'un réinvestissement massif et désintéressé de l'Etat soit devenu urgent.

Si ce premier séminaire autonome franco-allemand a su mettre en place les bases d'une première réflexion, il a été pour nous tous une expérience enrichissante, voire même exaltante. Un prochain séminaire sera organisé en France, afin de poursuivre et d'étendre notre réflexion à un niveau européen, en y conviant des étudiants du Marché commun.

**Caroline (la Sorbonne)
et Karim (Lyon II)**



La grève étudiante, organisée à la base et plutôt loin des partis politiques, a touché bon nombre d'universités allemandes. Malgré le fait qu'il y eut Berlin comme centre du mouvement, la grève était très différente d'une ville à l'autre. A Francfort et à Nurnberg, par exemple, des mouvements de quelques semaines ont abouti à une réflexion globale de la condition étudiante, du rôle des universités dans la société et du financement de la recherche scientifique se faisant de plus en plus avec de l'argent en provenance directe de l'industrie. Berlin, par contre, a connu dix semaines de grève universitaire. Une grève qui, les premières semaines, était marquée d'une atmosphère de joie et de fête, interrompue par des affrontements avec la police au mois de janvier. Avec les élections du gouvernement de Berlin, fin janvier, la situation restait bloquée pendant quelques semaines : période des négociations de coalition. C'est ainsi que, pendant le semestre d'hiver, les grévistes n'ont pas eu d'interlocuteurs stables. Les premières semaines, le sénateur de l'Enseignement et de la Recherche de Berlin a même donné la permission de faire la grève !

La rentrée de la mi-avril semble aussi être un retour à l'ordre. Les revendications restent pourtant, et les étudiants berlinois ont plus de chances d'en voir aboutir quelques-unes avec le sénat « rouge-vert » que leurs homologues du reste de l'Allemagne. Comme les projets sont très différents d'un Land à l'autre, il est difficile d'élaborer des revendications communes. A une exception près : celle de la cogestion. Les étudiants deman-

paritaires se sont mises en place. Elles élaborent des propositions et des projets, qui sont soumis aux conseils des filières concernées. De même, certains professeurs acceptent de valider des travaux effectués en dehors du cadre légal. En effet, les étudiants berlinois organisent, parfois avec le soutien de professeurs ou d'assistants, ce qu'il est convenu d'appeler des séminaires autonomes. Cette forme alternative d'enseignement, née pendant la grève, se poursuit à travers 200 séminaires prévus pour ce semestre. Organisé par les étudiants, le séminaire aborde des thèmes jusque-là négligés en y intégrant un principe d'interdisciplinarité (par exemple : « nouvelles technologies et répercussions sociales et écologiques »). La revendication essentielle, après le droit de cogestion, est devenue l'acquisition d'un savoir réellement critique.

Un séminaire autonome franco-allemand

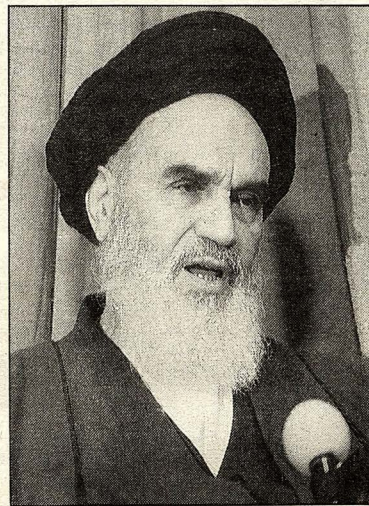
Quinze étudiants : huit Allemands, cinq Français, une Suisse et un Grec (sept d'entre eux étudiant en France et six autres en Allemagne) se sont réunis à Berlin du 10 au 16 avril 1989. Hébergés dans un ancien squatt devenu « maison autogérée », ils échangèrent leurs points de vue sur l'enseignement, tel qu'il se pratique dans leurs pays, et plus particulièrement en France et en Allemagne. Malgré cinq langues parlées, leurs réunions fonctionnaient sans président de séance : l'écoute et l'aide à l'expression étant de règle, dans ce qui fut le premier séminaire autonome franco-allemand.

ainsi qu'en Allemagne, où l'on constate l'absence de grandes écoles, le financement de la recherche se réalise dans les universités publiques du pays. On y constate une stratégie de détournement et d'infiltration par le secteur privé des domaines qui relèvent des sciences naturelles (à partir de 1980). On remarque alors que les thèmes de la recherche ont tendance à être élaborés en fonction des besoins à court et moyen terme du secteur privé. Il s'ensuit l'abandon de la recherche fondamentale, ainsi que la perte de toute réflexion éthico-critique sur les impacts et conséquences de ladite recherche. Toutes ces dimensions faisaient partie des revendications des étudiants allemands en grève en 1988-1989.

En France, on remarque une forte bipolarisation de l'enseignement supérieur, avec d'un côté les grandes écoles et, de l'autre, les universités. Les fonds privés s'investissent principalement dans les grandes écoles, ainsi que dans les laboratoires de pharmacologie, les facultés de médecine et les laboratoires de haute technologie (la France est le pays industrialisé qui consacre le moins d'argent à la recherche). Les dirigeants de l'Etat et des grandes entreprises, qui sortent souvent des grandes écoles, favorisent, en plus du financement privé, l'attribution de fonds publics à ces mêmes grandes écoles. Les étudiants français, quant à eux, ont fait une réponse différente de celle des étudiants allemands face à la même question. « Matière grise » et les états-généraux n'ont pas bénéficié de la dynamique de la grève, en intervenant bien après

Khomeiny frappe... en Yougoslavie

LE 16 février 1989, en réaction à l'appel au meurtre lancé par l'ayatollah Khomeiny contre Salman Rushdie, l'écrivain yougoslave Slobadan Selenic, président de l'Union des écrivains yougoslaves, faisait, dans le quotidien *Borba*, la déclaration suivante : « *Est-il possible qu'un homme à l'esprit dérangé ordonne qu'on abatte un écrivain uniquement parce qu'il n'écrit pas de la*



façon qui agréerait à cet assassin. Je pense que non ! Je pense que Khomeiny appartient à cette famille — malheureusement, assez nombreuse — de messies, de fous de l'histoire qui ne peuvent faire le bonheur de l'humanité sans tuer les hommes. L'appel au meurtre de Khomeiny est odieux. Je n'aimerais pas le rencontrer, pas même dans ce paradis qu'il promet à l'assassin de cet excellent écrivain qu'est Rushdie ! ».

Fin mars, les autorités iraniennes, par l'intermédiaire de l'avocat Silvije Degen, investi des pleins pouvoirs de l'ambassade d'Iran en Yougoslavie, saisissaient la Haute Cour fédérale de Yougoslavie, lui demandant de poursuivre Slobodan Selenic, Vesna Roganovic (la journaliste ayant recueilli cette déclaration) et Stanislav Marinkovic (le rédacteur en chef de *Borba*). Celui-ci a fait suivre la plainte au Parquet du Tribunal de grande instance de Belgrade. En effet, l'article 158 du code pénal yougoslave est sans doute l'un des rares à considérer comme délit toute atteinte à la dignité d'un chef d'Etat étranger. Devançant ceux qui voudraient rétorquer que l'ayatollah Khomeiny n'est que le chef spirituel de l'Iran, les accusateurs précisent que, selon les articles 113, 110 et 107 de la Constitution de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Khomeiny représente l'organe officiel suprême du pays, qu'il en est le leader officiel et doit être considéré comme le représentant d'un pays étranger dans l'acceptation idéologique de ce terme, aussi bien religieuse que politique. L'Iran se réfère à une loi dont le but est d'empêcher de mésuser de la liberté de la presse et des autres moyens d'information.

On ignore encore quelle sera la suite donnée par le Parquet du Tribunal de grande instance de Belgrade et s'il jugera bon d'instruire cette affaire. Slobodan Selenic ne semble pas tant craindre la décision de ce tribunal que quelqu'acte inconsidéré. La Yougoslavie, ne l'oublions pas, compte, elle aussi, des intégristes parmi ses musulmans.

M. R.

N°753 JEUDI 25 MAI 1989

FRANCIS LEMARQUE

« La rue fait la fête »

Un homme à la carrière fabuleuse dont les chansons, telles que *Marjolaine*, *Le petit bal*, *A Paris* planent encore sur toutes les lèvres. Un grand de la chanson française qui a su lui donner ses lettres de noblesse.

Une vitalité formidable, une joie de vivre, un regard perçant chez un être de grand cœur. Un de ces hommes que l'on écoute-rait parler des heures entières sans un brin de lassitude... Francis Lemarque... un rayon de soleil au milieu de la grisaille...

Dominick PAGÈS

— Dominick Pagès : *L'Olympia, le 29 mai prochain, est pour vous une grande « première » ?*

— Francis Lemarque : Presque, car j'ai fait l'Olympia il y a quelques années en première partie de Paul Anka. Mais, effectivement, je n'y étais jamais passé en vedette. J'ai d'ailleurs fait très peu de tours de chant à Paris, le dernier en date étant celui de l'an dernier au TLP-Déjazet... Et Hervé Trinquier (le directeur du TLP-Déjazet), qui est un délicieux copain, a voulu que l'on continue tous les deux. C'est lui qui a pris en main toute l'organisation de la matinée et la soirée du 29 mai à l'Olympia. Je suis très heureux, c'est très encourageant car c'est un métier où il est difficile d'obtenir l'aide publicitaire dont nous avons tous besoin. Je suis très touché de voir que des gens, que je n'aurais pas osé solliciter moi-même, se mettent sur les rangs et me donnent un coup de main.

— D. P. : *Il existe une espèce de discrétion autour de votre ascension, alors que vous faites partie de notre patrimoine culturel au même titre que Ferré ou Trenet.*

— F. L. : Trenet, je le met hors concours. Il a écrit des chansons inoubliables, mais, en plus de la beauté, la qualité et le talent, qui a défendu les textes de Trenet pendant une partie de son existence ? Trenet lui-même. Ferré c'est pareil. Pour moi c'est différent, je fais partie de la catégorie des auteurs, des créateurs. Si je vous cite par exemple Henri Conté ou Marguerite Monot, cela ne vous dira rien... Ils ont pourtant écrit les plus belles paroles de Montand... C'est l'interprète qui cristallise autour de lui le titre, l'air et le visage de la chanson. En ce qui me concerne, sur environ

— D. P. : *Que pensez-vous de tout ce qui se passe aujourd'hui dans le domaine de la chanson ?*

— F. L. : Hé bien, il y a tout ce qui se passe, et tout ce qui ne se passe pas ! Ce qui se passe, nous en avons tous connaissance par la radio et la télévision, on voit des talents qui s'affirment, des visages nouveaux, d'autres qui continuent dans une belle lignée. Mais ce qui ne se passe pas, ce sont tous ceux qui n'arrivent pas à se faire entendre, à obtenir un petit crâneau, à faire un disque, à prouver qu'ils existent. Tout cela est dramatique, car beaucoup de choses devraient avoir lieu et elles « n'existent pas ». Il y a énormément de jeunes créateurs qui écrivent et qui ne voient jamais le jour... En fait, il ne se passe rien, alors qu'il se passe beaucoup de choses !

— D. P. : *A propos de créateurs, j'ai appris que vous avez plusieurs premières parties à vos côtés à l'Olympia ?*

— F. L. : Effectivement, il y aura Xavier Lacouture, Jacques Haurogné, Romain Didier, Didier Gustin et Mauricette, ma propre sœur qui, après avoir chanté dans les rues pour son plaisir, chante maintenant dans le spectacle « Paroles » de Jacques Prévert. J'ai toujours admiré son courage et sa ténacité, car aller chanter dans les rues pour le plaisir il faut vraiment en avoir envie, surtout à l'époque actuelle !

— D. P. : *Etes-vous souvent sollicité par de jeunes artistes débutants ?*

— F. L. : Il y en a beaucoup, oui. Avant, j'y consacrais beaucoup plus de temps, mais je me suis rendu compte qu'il y a tant de choses à apprendre que seule la vie peut nous

Aujourd'hui, il faut prouver par l'intermédiaire d'un disque, donc d'un produit fabriqué, son talent et sa vitalité. Avant, il fallait le prouver devant le public. Il y avait des crochets, des fêtes et surtout plus de salles... tout de même plus de 80 music-halls à Paris avant la guerre ! Aujourd'hui, il ne reste que l'Olympia et le TLP-Déjazet... Il y a des années, des centaines d'artistes par an se produisaient sur scène, et celui qui se sentait la vocation allait courir les crochets. De nos jours, ceux que l'on voit au grand jour ont déjà fait leurs classes dans l'ombre.

— D. P. : *Quelles sont les rencontres qui ont le plus compté pour vous ?*

— F. L. : La première, c'est Jacques Prévert. A l'âge de 14 ou 15 ans, je faisais du théâtre amateur à la Fédération des théâtres ouvriers de France. J'appartenais à l'un des groupes de cette fédération, le groupe « Mars », qui était dans le XI^e arrondissement. Prévert, Mouloudji, Maurice Baquet, Paul Grimaud, Roger Blain, Bubu (Ray-

mond Bussières) faisaient partie du groupe « Octobre ». Un jour, nos deux groupes ont donné un spectacle en commun, et c'est ainsi que j'ai sympathisé avec Prévert. Plus tard, lorsque mon frère et moi chantions, il nous a fait rencontrer Joseph Kosma (rien à voir avec Vladimir), qui nous a accompagné.

— D. P. : *Avez-vous l'intention d'écrire un jour vos souvenirs ?*

— F. L. : Je suis en train... Cela me paraît toujours un peu narcissique de vouloir se raconter. Mais ce qui m'intéresse c'est de revenir sur un passé lointain, qui n'existe plus, et d'essayer de faire revivre l'ambiance de ce qu'était la vie d'un gamin de 5 ou 6 ans dans les années 20. C'est surtout cela qui me passionne. J'ai d'ailleurs l'impression qu'une fois que j'en serai arrivé à ma vie professionnelle proprement dite, je n'aurai plus grand-chose à raconter, l'essentiel sera dit.

— D. P. : *Avez-vous un souhait, un désir ou une utopie très cher ?*

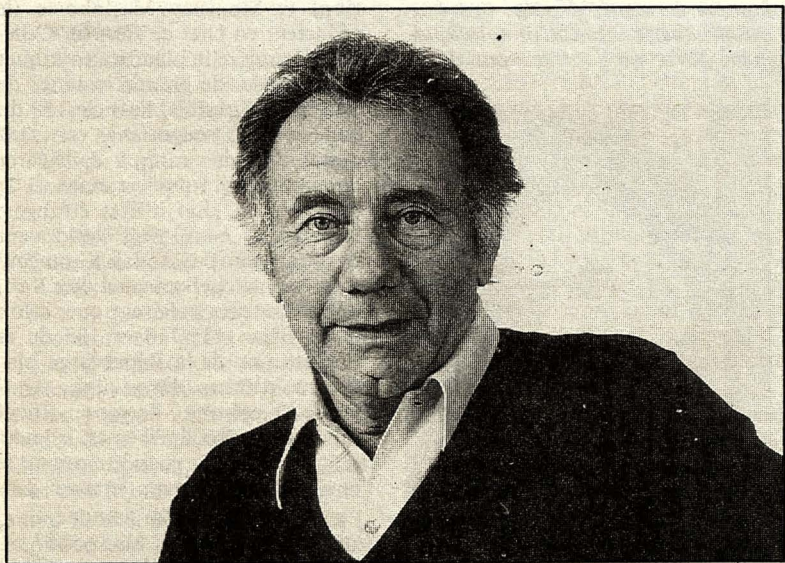
— F. L. : Non... Un petit peu par égoïsme, car j'ai vécu beaucoup plus que ce qu'il me reste à vivre, et j'ai encore tant de choses à faire ! Je me dis qu'il serait trop bête de ne pas avoir le temps de le faire. Je suis plus sage qu'il y a quelques années, c'est vrai, toutefois, sur le plan humain, je me sens toujours aussi solidaire, mais je le manifeste

— F. L. : J'ai malheureusement dépassé le stade des utopies. Quand j'étais utopiste, je croyais beaucoup en mes utopies, mais lorsque



j'essayais de les mettre en pratique, ça ne marchait jamais ! Sinon, c'est difficile de faire un souhait... En fait, mon souhait ne concerne pas « tout le monde » mais chaque individu, car personne ne ressemble à personne. Il existe 4 ou 5 milliards d'individus dans le monde, je ne sais pas exactement quel langage tenir pour tenter de faire comprendre que la haine ou la guerre doivent disparaître. Cela n'a rien à voir avec la politique, la croyance ou la motivation. C'est plus profond. L'antagonisme qui peut exister entre les êtres ne s'analyse pas aussi facilement, c'est plus vicéral, plus intérieur... C'est justement ce que l'on ne peut effacer ni par une théorie ni par un appel, car c'est un peu parler dans le vent. Alors, si j'avais un souhait à exprimer, ce serait que chaque individu prenne vraiment conscience de la place qu'il occupe et du pouvoir qu'il a. Je rêve d'un mouvement quelconque qui durerait 24 ou 48 heures suivi par chaque habitant de la planète... Par exemple plus de musique dans le monde entier pendant 24 heures. Là, l'impact serait énorme, et chacun prendrait conscience de la solidarité véritable... Voilà de quoi l'on rêve à 72 ans !

Propos recueillis par Dominick PAGÈS



quarante années d'activité, j'ai consacré seulement ces dernières années à chanter mes textes, alors que pendant très très longtemps elles furent chantées par des interprètes, dont Montand.

— D. P. : *Vous vivez pour ainsi dire « une seconde carrière » ?*

— F. L. : En quelque sorte. C'est d'ailleurs très agréable. J'avais déjà beaucoup de plaisir à savoir que, même si mon nom ne disait rien, mes chansons existaient. Maintenant, le public peut « m'identifier ».

apprendre ! De plus, je ne me sens pas professeur, je ne donne que des conseils trop vagues. Ce que je dis c'est de ne pas se décourager car on évolue toujours... Mais il est certain que les jeunes artistes doivent posséder une sérieuse vocation pour avoir le courage de continuer.

— D. P. : *Avez-vous l'impression qu'il existe moins de facilités aujourd'hui qu'il y a trente ou quarante ans ?*

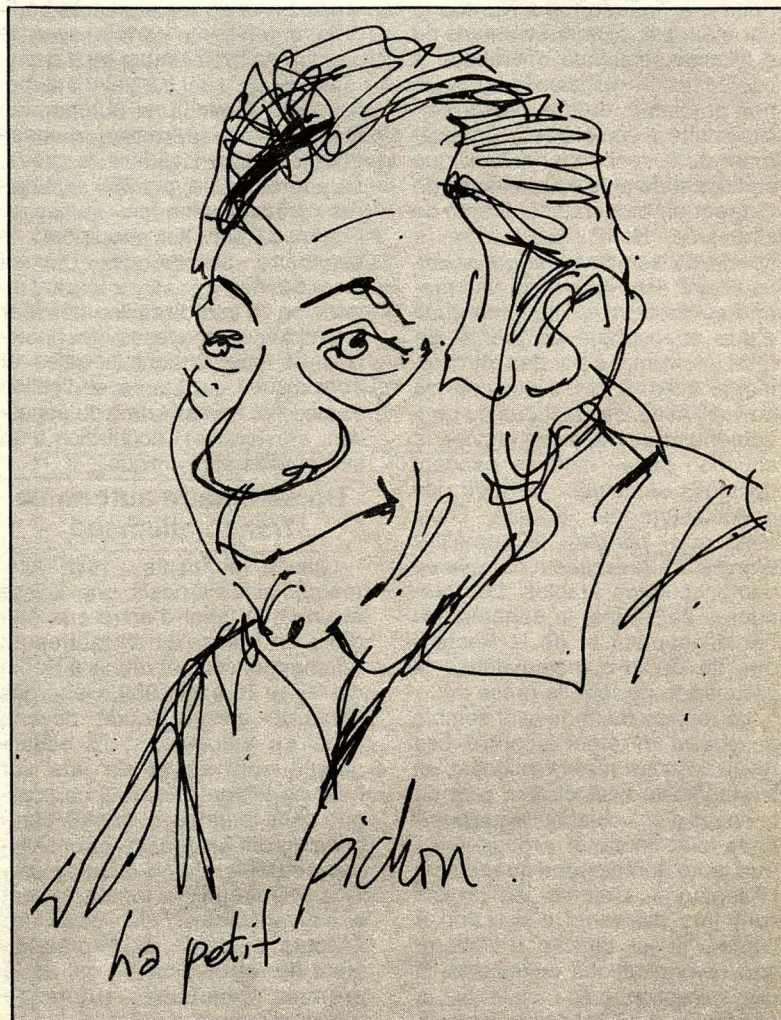
— F. L. : Disons que le cheminement n'est plus le même.

Après la guerre, j'ai monté un trio vocal, avec mon frère et Jean Bernard, qui n'a d'ailleurs pas duré longtemps. Puis j'ai chanté seul. Je suis allé un jour au music-hall écouter Yves Montand, c'est lui qui m'a donné envie d'écrire des chansons... Quelques mois plus tard, j'ai fait écouter mes chansons à Prévert, qui a contacté Montand pour qu'il donne son avis. J'ai ainsi rencontré Montand, et une grande amitié s'est établie entre nous. Prévert et Montand ont été des rencontres tout à fait déterminantes dans ma vie artistique.

— D. P. : *Avez-vous l'intention d'écrire un jour vos souvenirs ?*

— F. L. : Je suis en train... Cela me paraît toujours un peu narcissique de vouloir se raconter. Mais ce qui m'intéresse c'est de revenir sur un passé lointain, qui n'existe plus, et d'essayer de faire revivre l'ambiance de ce qu'était la vie d'un gamin de 5 ou 6 ans dans les années 20. C'est surtout cela qui me passionne. J'ai d'ailleurs l'impression qu'une fois que j'en serai arrivé à ma vie professionnelle proprement dite, je n'aurai plus grand-chose à raconter, l'essentiel sera dit.

Ma vie professionnelle est faite de travail répétitif, de rencontres répétitives, certes plus ou moins importantes, mais toujours fugitives. Tandis que la vie de la rue, l'ambiance d'une ville, la succession des époques, cela m'intéresse beaucoup plus. Je voudrais faire revivre les heures de ma jeunesse, mes aventures humaines. Mes aventures



« D'OÙ VIENT L'OEUVRE D'ART ? »

Une nouvelle cassette

Il y a une question que peuvent se poser tous les artistes, apprentis-sorciers ou autres, et que Radio-Libertaire à travers les voix de G. Bignolais et de R. Perrot, a choisi de présenter dans toute son étonnante complexité : d'où vient l'œuvre d'art ?

Ce qui n'est pas dit explicitement, mais que l'on peut deviner depuis le début, c'est que les réponses traditionnelles ne sont pas suffisantes. Il faut en finir avec les explications psychanalytiques des amoureux du moi, en finir avec le cadre socio-historico-économico-politico... déterminant des maîtres de l'objectivité du monde.

Un jeu de la nécessité et du hasard...

Au départ, ce premier constat, celui d'un réel dans lequel, avec un peu d'attention et de détermination, l'on peut faire surgir une œuvre d'art, miracle d'une « nécessité » dont on ne sait rien, sinon qu'il n'est pas possible que l'œuvre se passe d'elle.

Et voilà, on se questionne entre artistes. On parle « du besoin que l'on a ressenti de faire quelque chose », de « la méditation indispensable » avant d'entreprendre

quoi que ce soit. On évoque encore « l'énergie qui se libère sur la toile »... Allons-nous verser de nouveau dans la vieille question de l'inspiration, simplement reformu-

L'artiste A. Chabot finira par simplement se reporter à l'existence d'un « truc », qui fait que certaines fois cela soit l'idée, et d'autres fois l'objet, qui déclenche tout.

Un point de communication entre nous et le monde

Cela dit, on peut revenir à un peu de certitudes : le réel n'est pas le même pour tous, mais l'œuvre permet, comme nous le montre le peintre C. Zeimert, de faire la jonction entre plusieurs réalités. Et peut-être pouvons-nous finalement nous demander si tout ne vient pas de là ?

Enfin, l'ultime question de la présence corporelle de l'artiste au monde, et de son influence sur l'espace mental qui constitue l'œuvre d'art, se pose... Et l'on sent que cela est important sans vraiment savoir dans quelles limites.

Bien sûr, je vous en passe et des meilleures mais si, après tout, vous voulez en savoir plus, écoutez vous-mêmes la cassette. Vous pouvez l'acheter à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) ou vous pouvez la recevoir en envoyant par chèque la somme de 60 F à la même adresse. De toutes façons, un moyen ingénieux pour se poser des questions à travers les échanges de cinq artistes contemporains (J.-J. Bailly, G. Bignolais, A. Chabot, R. Perrot et C. Zeimert).

CHARLOTTE



lée au goût du jour ? Non pas, puisque nous pouvons entendre parler J.-J. Bailly « des dizaines d'années que demande l'énergie déployée pour trouver son articulation convenable. »

Nous nous trouvons ensuite confrontés à la mise en scène exercée par toute œuvre d'art. Le peintre à la fois extérieur et intérieur au jeu de la peinture, l'œuvre à la fois réalité et procédure technique.

NOTE DE LECTURE

Deux brochures

L'ATELIER de création libertaire de Lyon vient de publier coup sur coup deux brochures tout à fait d'actualité. Tout d'abord, les actes du colloque organisé par le CIRA de Marseille en octobre 1987, ayant pour thème *La résistible ascension de l'extrême droite à Marseille* (90 pages, 50 F). Même si les dernières municipales semblent au contraire constituer une déroute de son influence, due d'ailleurs en partie à ses querelles intestines, elle perdure néanmoins, et les différents textes publiés en démontrent les multiples facettes : entre autres, l'« héritage historique des années 30 ou les années Sabiani », premier adjoint de la ville entre 1931 et 1935, ex-SFIO un temps tenté par le PCF et qui rejoindra ensuite le PPF de Doriot et la collaboration ; le réseau associatif, véritable toile d'araignée touchant tous les actes de la vie sociale, économique et culturelle ; en passant par les racines

idéologiques, « mythe de l'Etat fort ».

Ensuite, *Qu'est-ce que l'écologie sociale* (44 pages, 35 F), traduction du premier chapitre d'*Ecology of Freedom* de Murray Bookchin, l'éco-anarchiste américain. Pourfendeur de la mentalité structurée par la hiérarchie et la domination, il renvoie également dos-à-dos les écolo-mystiques, partisans d'un primitivisme en version écologique en noir et blanc, et les écolo-technocrates, partisans d'un futurisme en version écologique en couleurs. L'écologie, telle qu'il la conçoit, traite de l'équilibre dynamique de la nature, de l'interdépendance du vivant et du non-vivant : « parvenir à notre pleine humanité est un problème social qui dépend de changements institutionnels et culturels fondamentaux. » A quand la traduction complète d'*Ecology of Freedom* ?

J.-J. GANDINI



DANIEL (liaison de Nîmes)

Le rancho de don Manuel, A. et H. Dalgón. On peut se le procurer chez A. et H. Dalgón, Saint-Laurent-la-Vernède, 30330 Connaux (85 F, franco de port).

MUSIQUE

Blues en liberté

C'est passé à la Cigale, à Paris, le même jour que le gala de soutien à Radio-Libertaire, et déjà beaucoup crient au miracle, renvoyant aux vieilles lunes Johnny Winter et Robert Cray. Il est canadien, aveugle, s'appelle Jeff Healey et joue la guitare posée sur ses genoux, ce qui suscite les louanges frénétiques des divers critiques de presse. Le vacarme médiatique autour des vedettes musicales me laisse à priori un peu sceptique, mais ceux qui l'ont vu sur scène boulevard Rochechouart, et qui ont écouté son premier disque s'accordent sur un point : y'a quelque chose qui se passe, mais... Affaire à suivre si les promoteurs n'enterrent pas le génie du jeune Canadien qui sait, lui, que la « steel guitar » existait déjà dans les années 20 aux Etats-Unis en provenance directe d'Hawaï !

Plus près de nous, dans le cadre du festival de jazz de Boulogne-Billancourt, le samedi 27 mai au théâtre de la commune du même nom, il y aura Koko Taylor and her blues machine. On avait été déçu, il y a quelques mois, de la non-venue d'Albert Collins et de sa légendaire Fender Telecaster, mais là c'est sûr l'ancienne protégée de Willie Dixon sera dans l'hexagone. J'ignore si elle se promène autre

part en France, consultez les programmes !

Quelques mots sur celle qui est considérée comme la « reine » du Chicago blues, genre plutôt essentiellement masculin. Dans les années 60, elle a enregistré pour les marques Chers ou Spivey des titres de Willie Dixon (« le » bassiste-compositeur des golden years de Chicago — Sonny Boy Williamson, Otis Rush, Muddy Waters, Howlin' Wolf...). Après un passage à vide, ce n'est que vers la fin des années 70 qu'elle a repris le devant de la scène en signant un contrat avec la marque Alligator. Et là, tournant de sa carrière et juste retour des choses, elle a chanté avec fougue et verve sa propre version de chansons « machistes » du blues. Ainsi, *Y'm a man* de Muddy Waters, *I'm a king bee* de Slim Harpo, deviennent *I'm a woman* et *I'm a queen bee*, pour ne citer que ces deux exemples. On vérifiera, le 27 mai à Boulogne-Billancourt, si Koko Taylor est toujours à la hauteur de sa légende !

Voilà, c'est tout pour cette fois-ci, en n'oubliant pas d'écouter le premier disque du Tao blues band qui vient juste de sortir, et dont (spécial copinage) on vous recausera !

Thierry (« Blues en liberté »)



Koko Taylor.

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 25 mai

« Les courants d'art s'envolent » (20 h 30 à 22 h 30) : avec comme invités la Ruche, Ernest Pignon-Ernest, Reinaldo et Anne Pontet.

Vendredi 26 mai

« L'invité du vendredi » (19 h à 21 h) : l'économie pendant la Révolution française (libéralisme, monnaie, propriété foncière, industrie et manufactures, banque, marché), avec comme invités Guy Lemarchand, Denis Woronoff et Jean-Pierre Hirsch.
« Micro-climat » (21 h à 22 h 30) : René Dumont.

Samedi 27 mai

« Chroniques syndicales » (11 h 30 à 14 h 30) : congrès, FGTE, le Portugal.
« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : le blues blanc.

Dimanche 28 mai

« La matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : liberté religieuse et droit de blasphème, avec Cécile Romane.
« BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : avec comme invités Sidney et Bonifay.

Mercredi 31 mai

« Article 89.4 » (13 h 30 à 15 h 30) : avec comme invitées Frédérique Devaux, Micheline Hachette et W. Roehmer sur les femmes lettristes.
« Femmes libres » (18 h 30 à 20 h 30) : avec comme invitée Michèle Ledoeuff pour « L'étude et le rouet » (2^e partie).

MÉDIA

L'extrême droite et la presse « populaire »

LES gens « bien » l'ignorent ou la lisent en cachette. Les bonnes consciences la fustigent — et citent en référence la « presse de qualité ». Ses lecteurs eux-mêmes se revendiquent rarement comme tels et l'achètent furtivement, pour s'en délecter devant la télévision. Mais la presse « populaire » n'en a pas moins une santé resplendissante. Pas moins de 522 000 exemplaires hebdomadaires pour *Ici Paris*, entre 300 et 320 000 pour le *Nouveau Détective*. Soit, en se basant sur ces seuls titres, pas loin de 850 000 hebdomadaires diffusés, sur des thèmes qui sont presque exclusivement ceux de la vie des vedettes et des assassins d'enfants... On aurait tort d'ignorer superbement ce que les Allemands appellent la « *Gelbe Presse* » (« la presse jaune »). La lecture de ces titres révèle que des mécanismes bien particuliers véhiculent, sous couvert de détente, des messages plus ou moins ouvertement fascistes.

La volupté du deuil

Fasciste ? A priori, on ne lit, dans *Ici Paris*, que des niaiseries bien anodines. Les chagrins des vedettes, par exemple. Citons, dans *Ici Paris* du 9 mai 1989, la capitale information suivante : Mireille Mathieu « n'avait même plus de larmes pour pleurer » à l'enterrement de Johnny Stark. Le titre ne fait pas moins de sept centimètres de hauteur. Or, dans le même numéro, *Ici Paris* publie quatre photos de Mireille Mathieu... en larmes ! Insondable mystère... Quoi qu'il en soit, rien ne permet de douter de l'affliction de Mireille Mathieu perdant son protecteur. Toutes les gagueuses sont tristes à la mort de leur mac. D'ailleurs, l'assistance des obsèques, où l'on remarquait la présence de Charles Pasqua et de Jacques Chirac, était très triste aussi.

Ainsi, les vedettes, de même que les princesses et autres altesses royales, pleurent quand elles perdent un

proche... On retrouve là une réminiscence médiévale, quand le petit peuple se délectait des ragots du château. Simplement, le petit peuple est devenu lecteur, et les ragots ne se transmettent plus de bouches à oreilles... Mais les banalités qui font le quotidien des soi-disants grands de ce monde parviennent toujours à captiver les foules.

Le phénomène peut paraître étrange. A priori, les caprices d'une princesse en carton, bourrée de fric et de coke, empoisonneuse publique de surcroît avec des scies à faire grimper au plafond, les caprices de Steph de Monaco, disions-nous, devraient pouvoir inspirer plus de dédain que de compassion, plus d'ironie que de compassion... Mieux, en cette veille de bicentenaire, le bon peuple pourrait se souvenir que l'on guillotina jadis une princesse qui n'avait même pas torturé la France avec ses histoires d'ouragan... Mais Steph de Mon... est présentée comme une malheureuse adolescente victime de peines de cœur ou, au pire, comme une sale gosse claquant la porte au nez de son papa... Un comportement somme toute banal.

Et c'est bien par ce double jeu de miroir que fonctionne la presse dite populaire : on place certaines personnes sur un piédestal, on leur accorde des titres gigantesques, des numéros spéciaux quand ils ont une migraine... Puis on insiste, dans les textes, sur l'aspect merveilleusement simple et humain de ceux dont on a, justement, fait des mythes, des légendes vivantes.

Et le choix de ces légendes vivantes n'est pas anodin. Les plus colossaux sont sans conteste la famille Delon et celle de Monaco. Or, cirer les pompes d'un maffieux notoire, aussi bien introduit chez Barre que chez Le Pen, n'est pas un choix innocent. Pas plus que de servir l'immense empire politico-financier de la famille de Monaco (1). Enfin, *Ici Paris* dispute à *Minute* le monopole du comité de soutien à Christine Villemin. Ce qui permet d'encenser régulièrement « *M^e Garaud : un grand avocat qui est le défenseur de toutes les victimes* » (légende d'une photo d'*Ici Paris* n° 2287). De toutes les victimes, et tout particulièrement des flics ou des commerçants lénistes victimes d'horribles campagnes dès qu'ils tirent sur un jeune Beur... Maître Garaud, président de la ligue pour le moins fascisante « *Légitime défense* »...

Au délice des enfants morts

Mais il convient de ne pas mélanger les genres. La chasse gardée des infanticides revient, indéniablement, au *Nouveau Détective* (dernières « unes » en date : « *Christelle violée et égorgée - les aveux terribles* », « *Joris, violé et battu à mort - notre reporter sur la piste de l'assassin* »).

Nouveau Détective vit une époque formidable : en moins d'un an, dix-sept enfants ont été battus, violés, torturés, assassinés. Et des enfants de premier choix : très jeunes, adorables, photogéniques, de bonnes familles...

On excusera ce cynisme : la pseudo-indignation de la presse « populaire » est, elle, assassine. Il n'est pas inutile de dénoncer certains crimes, de rappeler le nombre d'enfants battus ou victimes de sévices sexuelles : une campagne de sensibilisation peut, sur ces sujets, faire reculer la brutalité, l'ignorance, l'indifférence. En revanche, faire ses choux gras des enfants assassinés n'a qu'une conséquence tangible : faire passer d'autres sadiques à l'acte.

Bien des psychologues ont rappelé cet état de fait : rien n'empêchera

jamais que certaines personnes éprouvent, vis-à-vis des enfants, des phantasmes inavouables. Phantasmes qui resteraient au stade de chimères, si des paumés ne tombaient pas régulièrement sur d'énormes affiches : « *Il a tué et égorgé une petite fille de trois ans* »... Non seulement ces affiches ravivent les phantasmes, mais elles indiquent au désaxé que l'un de ses pairs vient de passer à l'acte.

Merci les « monstres »

Les charognards font leur festin des enfants morts, pour ensuite faire pleurer le bon peuple sur le chagrin des parents — le chagrin est-il moins intense quand un enfant passe sous la voiture d'un conducteur pressé, ivre ou distrait ? Pas sûr, mais il est bien plus facile de dénoncer des « monstres » que de s'interroger sur un crime ou un accident qui peut être commis par tout un chacun. Les « monstres » présentent aussi l'occasion, mille fois répétée, de raviver la flamme des partisans de la peine de mort.

fier ni à ses proches ni aux connaissances, et encore moins aux étrangers. Il n'y a pas que Le Pen pour préférer ses filles à ses cousines, et ses cousines aux étrangères...

Découvrez l'amour en plastique !

Mais ne dramatisons pas : il y a aussi de l'humour dans *Nouveau Détective*. Sous le surtitre engageant « *Amusons-nous* », grouille l'inévitable comique troupier, les intemporels placards bourrés d'amants toujours en caleçons, l'hilarant droit de cuissage et la belle-mère terrible, forcément terrible...

La publicité est tout aussi perverse et révélatrice : les annonceurs de la presse populaire mettent autant de soin dans leurs faux reportages qu'en déploient les annonceurs de la gauche caviar pour donner à une publicité une allure de reportage. Au moins arrive-t-il, dans la presse branchée, que figure la mention « *publi-reportage* ». En revanche, de *Nou-*

tout moment - plénitude sexuelle avec nos prothèses sexuelles en caoutchouc - sexes d'hommes et de femmes en latex - slips prothèse pour elle et lui - appareils et produits stimulants... Découvrez l'amour avec des prothèses en plastique, vous nous en direz des nouvelles ! Les autres quarts de pages sont consacrés à des gadgets d'auto-défense, qui, à priori, semblent aussi dangereux pour les agresseurs que pour les utilisateurs : matraques et montres (!) lacrymogènes, toutes catégories de flingues en vente libre...

La publicité est généralement un instrument assez fiable pour cerner le lectorat d'un organe de presse. La préoccupation des lecteurs de la presse populaire est claire : la peur, la frustration.

Apprendre la haine

Dans la presse populaire dont il est question ici, le besoin de justice devient, systématiquement, désir de vengeance. A toutes les angoisses des lecteurs, on répond par la nécessité d'être non pas prudent, mais méfiant, toujours sur la défensive vis-à-vis d'autrui ; en revanche, on préconise une confiance illimitée en la police — à condition qu'elle soit « la nôtre » —, la justice — à condition qu'elle soit « inflexible ». Pour le reste, les lecteurs sont priés de s'en remettre aux médiums, aux voyants et autres charlatans pour gérer leurs problèmes personnels. Pour le cas très improbable où la seule consultation de ces grands hommes ne suffirait pas pour trouver amour, travail, argent et situation enviable, on est prié de recourir aux princesses et aux vedettes pour rêver, se consoler, voire pour pouvoir se dire que, ma foi, même les grands de ce monde ont leurs ennuis, leurs douleurs. Le prince Charles n'est-il pas cocu, lui aussi ?

Ces règles fondamentales de la presse populaire vont évidemment à l'encontre de toute notion de solidarité, de responsabilisation. « Prenons notre vie en mains », dit l'un de nos slogans. Chaque semaine, la presse populaire conseille à un million de lecteurs au bas mot de haïr et d'avoir peur, de se réfugier dans l'espoir de maîtres forts et protecteurs, soit dans le rêve stérile. Et il serait trop facile de se contenter de stigmatiser une affligeante idiotie d'un million de lecteurs fidèles.

Les trop bonnes consciences

La presse à grand tirage véhicule des notions plus ou moins ouvertement fascistes. A qui la faute ? A la presse de gauche, qui ne sait plus, depuis fort longtemps, être simple et populaire. Les très gros titres, l'importance des illustrations (dessins ou photos) correspondent à une réalité, à une nécessité : ils permettent une lecture confortable à ceux qui ont quitté l'école depuis très longtemps et qui, dans leur vie professionnelle, n'ont pas beaucoup de rapports à l'écrit. Mais rien n'interdit, à priori, de véhiculer, par le biais de textes courts, de gros titres et de grandes photos, des messages différents. Des informations pas forcément sordides, pas forcément pousse-au-crime, pas forcément aliénantes, abrutissantes, angoissantes, déresponsabilisantes... Des informations qui se démarqueraient non seulement de la « presse populaire », mais de toute la presse « respectable », qui se complait souvent, elle aussi, dans le cul et le sang version beauf. Vouloir construire une autre société, c'est peut-être aussi vouloir construire un autre journalisme. Vaste programme.

Pascale CHOISY

SOMMAIRE

- PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste.
- PAGE 3, Dans le monde : Edito, Un printemps à Pékin, Chine : variations sur le thème du communisme.
- PAGE 4, Les luttes : En bref, Les statuts communaux, Le CRC.
- PAGE 5, Social : « Ni Dieu ni Mère ! », Préparation du congrès de la CGT.
- PAGE 6, Propagande : Le 46^e congrès de la Fédération anarchiste, Motion sur la prison, Motion antimilitariste, Campagne de soutien à Bruno Guilloré.
- PAGE 7, Société : Humeur, Procès de Philippe Serres, Itinéraire d'un insoumis.
- PAGE 8, Dans le monde : Argentine : les élections passent..., Du côté des militaires argentins, Panama : un canal explosif.
- PAGE 9, Informations Internationales : Khmeiny frappe en Yougoslavie, Les universités en Allemagne.
- PAGE 10, Expressions : Francis Lemarque à l'Olympia.
- PAGE 11, Expressions : Blues, Notes de lectures, Sélection de programmes de Radio-Libertaire, Cassette Radio-Libertaire sur l'art.
- PAGE 12, Argument : Extrême droite et presse « populaire ».



Car la justice est un des thèmes majeur de *Nouveau Détective* : une justice qui ne saurait être que vengeance, atroce née de l'atrocité... *Nouveau Détective* suinte la haine, l'amertume, la peur. Même quand il quitte le cimetière des enfants assassinés, l'hebdomadaire reste dans le joyeux. Quelques titres, extraits des numéros d'avril et de mai 1989, suffisent à s'en convaincre : « *Une femme de trop chez le poissonnier : il abat le tranchoir sur le cou de la jeune femme* » ; « *Pour le réveil, elle avait poignardé sa maîtresse avec un couteau en argent* » ; « *Les trafiquants de drogue étaient aussi des mangeurs d'hommes* » ; « *J'ai tué mon gendre pour l'honneur de la famille* »... Autant de titres qui font hésiter entre le fou rire et la nausée. Autant de titres qui confortent le lecteur dans la conviction que le monde n'est que haine, danger, et que l'on ne peut se

veau *Détective* à *France Dimanche*, en passant par *Ici Paris*, aucun organe de la presse populaire ne juge utile de se distancier d'« informations » du type : « *Depuis que je porte la bague Machin, j'ai gagné au loto* », « *Comment j'ai encaissé 255 millions de centimes dans les six derniers mois en commençant sans un centime* », « *Comment j'ai cessé de fumer presque sans effort* », « *Comment j'ai perdu six kilogrammes en six jours* »... Autant d'annonces qui puent à plein nez la douloureuse arnaque...

D'autre part, chaque numéro constitue un véritable annuaire de voyants, de médiums et autres sauveurs occultes ; et un catalogue de tous les serveurs minitel « roses ». Enfin, on trouve, en quarts de pages, de véritables joyaux, citons-en un, in extenso : « *Pour hommes et dames solitaires - l'harmonie du couple. L'amour à tous les âges - à*